

# tribune

socialiste

Hebdomadaire  
du Parti Socialiste Unifié

JEUDI 30 JANVIER 1969 — N° 397

1F50



Jeunes  
et chômeurs



# Sommaire

## Editorial

3. Permanence de l'ouvriérisme  
Manuel Bridier

## Politique intérieure

4. Aventurisme, révisionisme et dialogue  
Gilbert Hercet  
5. Une semaine agitée  
Robert Chapuis  
L'avenir de la Corse

## Luttes ouvrières

6. Remous syndicaux  
Jacques Ferlus  
7. Contrôle ouvrier et les jeunes  
8. Qui fit rugir le lion rouge ?  
Abraham Behar

## Notre santé

9. Un problème clef : la formation professionnelle  
Rémy Grillault  
10. Dossier jeunes - Parti jeune, parti révolutionnaire  
Michèle Descolonges et Albert Chantaire

11. La lutte contre le chômage  
Yves Serjeune

## Vie militante

12. Epinay : un débat instructif  
Philippe Guyot

## Luttes internationales

13. Allemagne de l'Ouest : année difficile  
Louis Henry  
Il s'appelle Terry Klug  
Jean Verger  
15. Espagne : la fin des illusions  
Marc Echeverry

## Vie culturelle

16. Yambo Ouologuem : contre la négritude  
André Bielany  
17. U.R.S.S. : les communistes d'Annie Kriegel - Daniel Mayer témoigne  
Tous tertiaires  
18. Cinéma et idéologie  
Jean-Luc Pouillaude  
19. La semaine de Tribune Socialiste  
20. Moyen-Orient : avec la résistance palestinienne  
interview par  
Marc Heurgon

## Nîmes : la parole reste au PSU

Le 25 novembre dernier, le P.S.U. organisait dans une salle de cinéma de Nîmes un grand meeting avec nos camarades Barjonet, Sauvageot et Heurgon. Or, à la dernière minute, le gérant de la salle cédant à des pressions émanant de « milieux politiques divers » (sic) refusait d'ouvrir sa salle. Transformé en conférence de presse improvisée, le meeting fut alors reporté au 20 janvier où il eut lieu dans une salle municipale.

La semaine politique s'annonçait chargée puisqu'après le P.S.U., Jacques Duclos puis Tixier Vignancour devaient s'adresser aux Nimois dans la même salle.

Tandis que Jacques Sauvageot faisait le point des luttes universitaires, une quarantaine de fascistes rassemblés de toute la région tentèrent en vain de pénétrer dans la salle : pavés et bombes au chlore, faute d'arguments. Quelques camarades du service d'ordre parmi lesquels Arnassan et Masseguin tous deux conseillers municipaux ainsi qu'un Africain particulièrement visé en raison de la couleur de sa peau furent blessés.

Il est à remarquer que les responsables de l'U.J.P. et des C.D.R. avaient eu la gentillesse de déclarer qu'ils feraient tout pour que la soirée se déroule sans incident ! D'où sans doute la neutralité bienveillante des CRS envers les agresseurs !

La parole est toutefois restée à nos camarades qui purent s'adresser à un public enthousiaste.

Pouvons-nous nous demander comme le fit Marc Heurgon à quelle fraction du gaullisme moribond appartient nos quelques excités.

## L'UDB communiqué

Les sections de Paris de l'Union Démocratique Bretonne, réunies le 19 janvier 1969, ont examiné la situation actuelle en Bretagne.

— Elles affirment que la libération du peuple breton ne se fera qu'à travers le processus de luttes de classe déjà engagé contre l'impérialisme et le capitalisme, et spécifiquement contre l'Etat français. Elles condamnent donc les principes au nom desquels le Front de Libération de la Bretagne a entrepris une action qui ne peut aboutir qu'à une impasse. Cette impasse est celle d'un terrorisme nationaliste qui ne s'appuie pas sur les luttes réelles menées par les masses. Or il n'y a de violence révolutionnaire qu'avec les masses, par elles et pour elles.

— Elles s'élèvent vigoureusement contre la manipulation et la mise en condition de l'opinion bretonne avant le voyage du chef de l'Etat français, et contre les provocations du pouvoir destinées à justifier le renforcement du caractère policier du régime : la Bretagne est actuellement l'objet d'une occupation et d'un quadrillage de forces militaires et policières. Elles s'élèvent en particulier contre la répression policière menée contre le journal de l'U.D.B. « Le Peuple Breton ».

— Elles constatent que l'arrestation de nombreux Bretons, dont l'action est issue directement de l'exploitation continue du peuple breton est vécue par la population bretonne comme une répression dirigée contre elle en tant que minorité nationale. Elles estiment que la prise de conscience actuelle du peuple breton constitue une phase nouvelle décisive dans la lutte qu'il mène contre la domination impérialiste et capitaliste, lutte déjà entreprise depuis longtemps par la jonction combative des ouvriers, paysans et marins bretons.

— Elles appellent toutes les forces socialistes et révolutionnaires à tirer toutes les conclusions de cette situation en Bretagne, notamment à lutter pour la libération des Bretons emprisonnés, et à soutenir toutes les formes de lutte anti-impérialiste que mènera le peuple breton dans les mois à venir.

## Les réveillons qui déchantent

Histoire de vous souhaiter la bonne année, les tribunaux siègent ici et là en audiences de flagrant délit. Selon l'humeur du président ils font ou non preuve d'indulgence. C'est ainsi que des conducteurs de chevaux fiscaux pour ne pas avoir assez... de sang dans leur alcool connaissent des lendemains de réveillon qui déchantent.

Sans doute se trouve-t-il parmi le chœur des vœux des gens pour crier « haro c'est bien fait ». Ou bien : « on devrait leur retirer le permis à vie à ces sauvages ». Même quand les « sauvages » n'ont froissé que de la tôle. Un soir de Saint-Sylvestre ! Il n'est pas question ici de faire l'apologie des chauffards, mais il semble qu'il y ait quelque chose qui ne tourne plus dans le royaume de France. La France hypocrite, jésuistique ; la France policière et bornée ; la France de la fausse grandeur et de la mesquinerie à gogo.

De deux choses l'une, ou la loi autorise les noctambules à utiliser leur voiture au sortir d'un réveillon qu'il eût été fâcheux, avouons-le, de n'arroser qu'à l'Évien. Ou bien elle le leur interdit. Auquel cas ils doivent être loyalement prévenus. A moins qu'elle ne fasse obli-

gation aux taverniers et restaurateurs de ne pas servir à chaque client plus que sa dose « légale » d'alcool. Autre solution : la prohibition.

A partir du moment où un tenancier a le droit de servir à un client dont il sait pertinemment qu'il va prendre la route plusieurs apéritifs, ce n'est pas ledit cabaretier pas plus que l'ivrogne qui sont responsables. Mais l'Etat. L'Etat qui autorise parce qu'il empêche. C'est logique, non ?

Et voici la meilleure. Un jour dans la Sarthe un quelconque enarque eut une idée géniale : « et si nous postions, dit le brave homme, des gendarmes à la sortie des bals le samedi soir. On pourrait ainsi coincer les danseurs un peu éméchés. Ça leur servirait de leçon, non ? ». Ce à quoi un gendarme humoriste lui rétorqua :

« Tout à fait d'accord avec vous. Mais il faudra aussi que nous fassions les sorties de banquets d'anciens combattants... »

Sans compter les cocktails à l'hôtel de la préfecture ! □

(De notre correspondant dans l'Ouest.)

## La mémoire courte

De nombreux camarades se plaignent depuis quelques semaines de recevoir T.S. avec un certain retard (le samedi, voire le lundi, au lieu du jeudi).

Les causes ne viennent ni de l'administration de Tribune, ni de notre routeur, mais bien des P.T.T. Y-a-t-il à un encombrement des services postaux, ou mauvaise volonté évidente ? Difficile à prouver.

Mais, nous pouvons rapprocher ce « phénomène » du communiqué très officiel des services du Ministère de l'Intérieur diffusé par une radio périphérique : dorénavant, la vente de certains journaux (**Rouge, Lutte ouvrière et... Tribune Socialiste**) sur la voie publique sera contrôlée plus sérieusement. Quand on sait que la législation est quasi muette sur ce problème, qu'il s'agit d'une « tolérance », tout est désormais possible (contrôle d'identité, confiscation des journaux...)

Toutes ces mesures, jointes aux contrôles d'identité, amendes diverses, perquisitions, barrages de nuit sélectifs (2 voitures sur 3 passent sans aucun contrôle, mais les 2 roues, donc essentiellement les jeunes, sont systématiquement arrêtés), tendant à créer un climat de soit-disant protection de l'ordre public, se retourneront à terme contre leurs auteurs.

Le régime a peur et sa mémoire est courte.

« Toutes les fois qu'une violence illégitime est commise contre un manifestant, ce sont des dizaines de ses camarades qui souhaitent le venger ». (Lettre de Grimaud, préfet de police le 29 mai 1968 à l'ensemble des personnels de police de la Préfecture).

# tribune

socialiste

Directeur Politique  
Christian Guerche

Rédacteur en chef  
Eric Bergaire

### Comité de Rédaction

Henry Beley, André Bielany, Jacques Buthiers, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Gilbert Hercet, Michel Johan, Alain Malory, Claude Rendel, Lucien Sainlonge, Bernard Sizaire, Dominique Yvoire.

### Maquette

Claude Picart

### Publicité

Jean-Claude Gillet

Directeur de la Publication  
Guy Degorce

Hebdomadaire  
du P.S.U.

Rédaction :  
81, rue Mademoiselle  
Paris (15<sup>e</sup>). Tél. : 306-22-60

Administration  
et Publicité :

54, Bd Garibaldi  
Paris (15<sup>e</sup>)  
Tél. : SUF. 19-20

Le présent numéro est tiré  
à 26.000 exemplaires.

### Abonnements

6 mois ..... 22 F  
1 an ..... 43 F  
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

Publicité générale  
au Siège  
de l'administration

S.A.I.E.M., 61, rue du Faubourg  
Poissonnière, Paris-9<sup>e</sup>

## Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
.....  
Profession .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.  
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15<sup>e</sup>

# Permanence de l'ouvriérisme

Manuel Bridier

S'il leur fallait résumer d'un mot le sens de notre congrès — ou du moins des thèses qui le préparent — la plupart de nos adhérents répondraient sans doute : « l'actualité du socialisme ». Le rejet de l'étape « démocratique », l'idée que le socialisme est dès maintenant à l'ordre du jour, qu'il est à la fois nécessaire et possible — nécessaire parce qu'il répond seul aux besoins de notre temps, possible parce que le développement des forces productives, en même temps que des forces sociales, en permet la réalisation : tel est en effet l'essentiel de notre doctrine, ce par quoi elle se distingue des théories avancées par nos partenaires socio-démocrates ou communistes, ce par quoi se justifie notre stratégie d'autonomie et les tactiques d'alliance qui en découlent.

Les événements de mai sont venus donner une forme concrète à ce débat sur l'« alternative démocratique » et l'« alternative socialiste » — pour reprendre les expressions italiennes — qui se déroulait depuis longtemps sur le mode abstrait et qui demeure aujourd'hui le problème central de toute discussion sur les objectifs et sur la stratégie des forces socialistes en Europe.

Il n'en est que plus intéressant d'observer que le Parti Communiste Français, abordant l'examen de nos thèses, sous la plume de Roland Leroy, dans le dernier numéro de *France Nouvelle*, fait porter sur un autre point l'essentiel de sa controverse. Il a choisi le problème des rapports entre les catégories sociales au sein des forces socialistes, abordé dans notre thèse n° 4 (voir T.S. du 16 janvier 68), problème important certes, mais apparemment moins crucial que celui des alternatives. Ce choix s'explique pourtant aisément si l'on considère la position constante du Parti Communiste dans ses rapports avec les autres forces de gauche, c'est-à-dire sa volonté d'apparaître comme le porte parole exclusif de la classe ouvrière, concédant à ses partenaires une représentation partielle des « couches alliées du prolétariat » parmi la petite bourgeoisie, les intellectuels, voire les paysans — quelque chose dans le genre de ce mouvement hongrois qui s'appelait sans ironie le « parti des petits propriétaires. »

Sur bien des points, les observations de Roland Leroy sont intéressantes ; elles sont une contribution utile au débat commun ; elles doivent nous aider à préciser et à nuancer notre propre thèse. Mais il lui faut en même temps suggérer que le P.S.U. est le parti des cadres, le parti de la bourgeoisie technicienne, par opposition au parti des ouvriers qui est le seul Parti Communiste. Alors il présente à ses lecteurs, dont il espère qu'ils ne nous lisent pas, une version déformée de notre point de vue.

Le lecteur de *France Nouvelle* pourra croire que le P.S.U. considère les cadres comme un groupe homogène, appartenant dans son ensemble à une nouvelle classe ouvrière élargie et destinée, par sa formation, à en devenir le « cœur » et le « cerveau », à jouer dans le mouvement socialiste « un rôle dirigeant ». Contre cette « thèse remaniée », Roland Leroy démontre facilement la diversité de situation des cadres et leur « double fonction, à la fois producteurs et collecteurs de plus-value ».

Nous sommes d'autant plus d'accord avec lui que nous n'avons nous-même jamais écrit autre chose. Le paragraphe 4 de notre thèse insiste sur la « situation (des cadres) dans la société actuelle (qui) en fait une catégorie ambiguë, à la fois quant à son rôle dans le processus de production, quant à sa place dans l'échelle des revenus et quant à ses origines sociales. » Parlant des cadres gestionnaires, nous précisons plus loin qu'« une partie des salaires les plus élevés ne peut plus être considérée comme la location d'une force de travail, mais représente... une répartition de la plus-value elle-même. »

Le désaccord semble donc porter seulement (si l'on omet les citations inexactes) sur les cadres de production dont nous avons écrit qu'ils « peuvent être partie intégrante du prolétariat » tandis que Roland Leroy nous objecte qu'ils « appartiennent aux couches intermédiaires... (dont les) rapports avec la classe ouvrière se posent en termes d'alliance » et non en termes d'« identité. »

L'équivoque, souligne Roland Leroy, « n'est pas que de vocabulaire. » Il faut donc préciser ici la notion d'« alliance ». Elle s'applique, de toute évidence, à des

catégories sociales distinctes de la classe ouvrière, ayant avec elle des intérêts communs mais aussi des intérêts différents, comme les classes moyennes libérales ou la paysannerie.

Peut-on identifier les chercheurs et les cadres de production à ces catégories ? Nous ne le pensons pas. Dans le premier cas (profession libérale, paysan propriétaire par exemple) il s'agit de gens dont le rôle dans le processus de production est parfaitement distinct de celui des ouvriers. Pour les cadres de production, dans la mesure où ils ne sont nullement propriétaires de leur outil, il ne s'agit que de différences technologiques, analogues à celles qui existent entre les ouvriers eux-mêmes ou entre ceux-ci et les employés (qu'une définition étroite de la « création de plus value » éliminerait aussi de la classe ouvrière). C'est pourquoi nous disons que ces cadres ne sont nullement destinés à un « rôle dirigeant » mais qu'ils ont leur place à part entière, et non en tant qu'alliés subalternes, dans le mouvement ouvrier.

Par delà ce qui peut sembler une querelle de spécialistes, c'est la nature même du mouvement socialiste qui est en cause. Une conception monolithique de la classe ouvrière — outre qu'elle ne tient pas compte de l'évolution technologique — aboutit naturellement à une conception monolithique du parti. La reconnaissance formelle du pluralisme des partis n'est plus elle-même une garantie de démocratie, dès lors que chacun de ces partis est censé représenter les intérêts de catégories sociales homogènes. Il ne s'agit plus d'une démocratie véritable à la base, représentative de la diversité sociale et des contradictions secondaires au sein des forces populaires elles-mêmes, mais d'une juxtaposition de bureaucraties rivales.

La discussion ouverte avec nos camarades communistes sur les bases sociales du socialisme doit nous permettre de préciser ainsi que notre conception du parti, du mouvement et de la démocratie à la base ne sont pas le fruit de préférences subjectives et « petites bourgeoises » mais le résultat d'une analyse de notre société qui voit dans l'« ouvriérisme » traditionnel une caricature de la démocratie ouvrière et l'alibi démagogique de la bureaucratie. □

# Aventurisme révisionnisme et dialogue

Gilbert Hercet

*France Nouvelle* est l'hebdomadaire central du Parti Communiste Français. Il est bon de le préciser, car sa diffusion n'est pas telle que les militants communistes eux-mêmes connaissent bien ce journal. Le rédacteur en chef de cet hebdomadaire, que dirige François Billoux, s'appelle François Lescure.

Dans son numéro du 22 janvier, *France Nouvelle* a publié, sous la signature de François Lescure, un intéressant article, tout plein de fiel et d'approximations, intitulé : *Au P.S.U. : toujours l'aventurisme*. On pourrait croire au premier abord qu'il s'agit de la caricature d'un mauvais article de petit journal de cellule. Mais il semble qu'il n'en soit rien : apparemment, c'est sérieux... Lisons donc le camarade Lescure.

## Des accusations contradictoires

F. Lescure a relevé dans les thèses publiées par T.S. l'analyse faite par le P.S.U. selon laquelle la « démocratie avancée » proposée par le P.C.F. n'équivaudrait qu'à quelques réformes. Réponse de Lescure : « *Celles-ci (les thèses) sont un exemple remarquable de l'alliance de la phrase pseudo-révolutionnaire et de la pratique opportuniste quotidienne qui caractérise la tactique traditionnelle de la collaboration de classes des plus plats réformistes.* » Autrement dit : vous nous accusez de réformisme. Mais c'est vous qui êtes réformistes ! De démonstration, bien sûr, point. Le Parti Communiste lui, du moment qu'il est le parti de la classe ouvrière, n'a pas besoin d'arguments à l'appui de ses thèses. Ses affirmations sont, *par nature*, révolutionnaires. Ceux qui les contestent sont *par nature* anti-communistes, donc complices de la réaction. On connaît la méthode. Qu'on ne nous demande pas de nous situer à ce niveau...

Il faut être juste, d'ailleurs. F. Lescure nous renvoie au manifeste adopté par le Comité Central du P.C., le 6 décembre dernier, à Champigny, et intitulé : « *Pour une démocratie avancée, pour une France socialiste* ». Eh bien, rassurons notre contradicteur : nous n'ignorons pas cet important document. On peut bien sûr se féliciter que le concept de « démocratie avancée » ait pris le relais de celui de « démocratie véritable » — avant que peut-être

demain celui de « démocratie très avancée » ou de « démocratie renouée » marque un nouveau progrès du vocabulaire communiste. Mais camarades, tout le monde sait bien que ces changements de mots n'ont aucune signification profonde et qu'ils recouvrent toujours la même hypothèse réformiste, offerte avec un sourire rassurant à l'ensemble des couches « non monopolistes ».

Au reste, F. Lescure ne doit pas croire lui-même beaucoup à son accusation de plat réformisme lorsqu'il s'en prend au P.S.U. En effet, dans le même article, il dénonce l'aventurisme du P.S.U., sa complicité avec les groupes « gauchistes » de mai-juin, et affirme, de façon tout aussi absurde que le P.S.U. souhaiterait aboutir à la création d'une société socialiste sans transition ! Allons, il faudrait s'entendre : peut-on être tout à la fois des réformistes désireux d'opérer un « replâtrage du système capitaliste » et des aventuristes gauchistes souhaitant instaurer le socialisme dès demain matin ?

## Un vocabulaire pratique

Au fond, peut-être que c'est possible. Très souvent — et encore Roland Leroy dans le même numéro de *France Nouvelle* — les responsables communistes insistent sur le fait que révisionnistes de droite, gauchistes et autres aventuristes se rejoindraient sur le fond. Tout s'éclaircit alors peut-être : ces termes, qui recouvraient autrefois des réalités politiques relativement précises, ne seraient plus aujourd'hui pour les communistes que des qualificatifs faciles, utilisés concurremment pour disqualifier tous types d'adversaires. Les mêmes hommes, au P.S.U., seraient taxés tour à tour d'aventurisme ou de révisionnisme, selon l'humeur du moment ou selon l'état du rapport des forces interne au Parti Communiste. De la même façon, au sein du P.C.F., des hommes considérés en juillet comme tentés par l'aventurisme, sont aujourd'hui, parce qu'ils travaillent pour la revue *Politique aujourd'hui*, considérés comme d'incorrigibles révisionnistes droitiers. Ce n'est pas vraiment une façon de qualifier une ligne politique, c'est une façon de condamner des courants, tout en se situant *soi-même* : on comprend dans ces conditions que Waldeck Rochet



accusé de révisionnisme par certains, trouve bon de leur retourner l'accusation de révisionnisme, sans que cela l'empêche, en même temps s'il le faut de les taxer de gauchisme... Ces termes éminemment politiques valent bien, il faut le dire, les « vipères lubriques » d'autrefois ou les « pédérastes » d'ailleurs.

Tout en relativisant donc la portée de ces critiques outrancières, il convient cependant d'en noter une conséquence fondamentale : c'est qu'elles ne favorisent guère le dialogue !

## Comment donc discuter ?

Bien sûr, ce problème n'a jamais beaucoup embarrassé les dirigeants communistes. Ils peuvent aisément, l'histoire l'a montré, injurier quotidiennement des hommes et des formations politiques, pour subitement les considérer comme des alliés ou des amis dès lors que des considérations tactiques nouvelles entrent en jeu. Mais est-ce la seule façon de discuter qui s'offre aux forces se réclamant du socialisme ? Faudra-t-il attendre le jour hypothétique où Jules Borker, rencontrant un ami commun, fera discrètement savoir à Michel Rocard que des contacts exploratoires pourraient s'engager ? Faudra-t-il attendre que chaque formation désigne ses « dialogueurs » officiels et mandatés, dépositaires du droit exclusif de faire avancer la discussion ? Faudra-t-il attendre une fois de plus que, de par la volonté du seul Bureau politique du P.C.F., il soit à nouveau possible d'échanger des idées ?

Il semble que l'on pourrait, sans se trouver en butte aux lassantes attaques sur l'anticommunisme ou le jeu de la réaction, commencer dès maintenant, à tous les niveaux, à permettre, mieux à susciter, en tout cas à encourager tous types de discussions sur le fond. Il est choquant que le Bureau politique d'un parti condamne comme « révisionniste de droite », et sans appel, l'ensemble d'une revue dont le comité de rédaction est pour moitié composé d'hommes qui n'appartiennent pas à ce parti (1). Il est regrettable de noter que F. Lescure, qui n'a pas apprécié les 17 thèses du P.S.U. — et c'est bien son droit — ne trouve que le

ton de l'insulte pour en rendre compte. Il est intéressant, en revanche, de relever que R. Leroy ne se laisse pas pour sa part entraîner aussi loin, et accepte un début de réponse sur le fond (de l'une des thèses, il faudra y revenir). Il est en tout cas indispensable que, malgré les ukases, les condamnations sommaires, et les disqualifications blessantes, une discussion sérieuse portant sur la signification du socialisme aujourd'hui et les voies qui pourraient y mener, puisse être menée par le plus grand nombre de militants de tous les courants socialistes. □

(1) Plusieurs lecteurs nous ont demandé l'adresse de la revue « *Politique aujourd'hui* ». La voici : 10, rue Saint-Marc, Paris (2<sup>e</sup>).

**ANDRÉ BARJONET**

**LA C.G.T.**

son histoire  
ses tendances  
ses contradictions  
sa stratégie  
son avenir

« Un important ouvrage... qui doit devenir un outil important d'information et de formation pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et aux finalités de la confédération de syndicats, la plus importante de France. »  
Christian Guerche (TRIBUNE SOCIALISTE)

collection "Politique" dirigée par Jacques Julliard n° 24, 4,50 F

**SEUIL**

# Un avenir pour la Corse

Depuis plusieurs semaines, à la lueur de la « divine surprise » qu'a constituée pour certains néophytes la prise de position gaulliste sur une réforme du statut des régions, assortie d'une réforme du Sénat, l'opinion corse se cherche, et l'imbroglio dans lequel elle se débat est bien entendu entretenu comme à plaisir par l'administration centrale et ses représentants.

Mais il l'est tout autant par l'agitation brouillonne de nos néo-poujadistes bastiais de la prétendue « action régionaliste corse », groupuscule que grossissent à l'envi certains journalistes clanistes se prenant pour de fins manœuvriers, et par les déclarations opportunistes de politiciens qui, se sentant... fautifs à l'égard de la région corse, soufflent à qui mieux mieux dans le mouchoir tendu par le pouvoir central-journalistes et politiciens attelés en fait à la même besogne.

Efforçons-nous, une fois encore, de clarifier la question :

La Corse est une région naturelle. Elle l'est sur le plan géographique ; elle l'est sur le plan économique ; elle l'est sur le plan ethnique (ou linguistique, c'est tout un).

C'est dire que son droit à être traitée comme telle dans le cadre de la législation régionale, dans le cadre de ce que nous avons appelé le « droit commun des régions », est pour nous évident et imprescriptible.

Or ce droit existe : celui qui, de régions de programme en circonscriptions d'action régionale, régit depuis plus de douze ans les régions françaises.

De ce droit commun la Corse est exclue depuis 1958.

Exclue par qui ? Par le régime gaulliste et ses gouvernements successifs.

Mais pendant ce temps la Corse continue de faire partie de la région Provence-Côte d'Azur, comme eux de la CODER de cette région.

Certes, figolant leur miraculeux alibi, les mêmes hommes prétendent que la situation actuelle durera seulement jusqu'à l'issue du référendum.

Ils se conduisent ainsi — et c'est plus particulièrement grave pour ceux d'entre eux qui se prétendent des opposants à ce régime — comme des employés de Radio Monte Carlo ou comme les « jaunes » de l'O.R.T.F., préjugant les

décisions du suffrage universel, et estimant que le pouvoir actuel, quoi qu'il fasse, ne peut que gagner. Or :

1) nous ne savons pas encore si dans le texte du référendum sera introduite une clause d'autonomie de la région corse ;

2) nous ne savons pas encore en fait quelle sera la formulation générale exacte de ce référendum ;

3) nous ne savons pas quel sera son résultat ;

4) nous ne savons même pas (surtout pas, serions-nous tentés de dire) si, à l'instar du dernier référendum annoncé en mai par le général-président, il aura bien lieu.

C'est pourquoi le Centre d'Etudes Régionales Corses réaffirme ses positions :

— Pas de compromis sur le droit commun des régions. Qu'on commence par faire sortir la Corse de la région Provence-Côte d'Azur à laquelle elle n'appartient pas (un simple décret peut y pourvoir), ou, à tout le moins que, sur le plan de notre lutte revendicative commune, les hommes politiques corses sortent de la CODER.

A partir de là — mais seulement à partir de là — nous pouvons à notre tour donner notre sentiment et nos propositions sur les réformes et le référendum envisagés.

En ce qui concerne les modalités institutionnelles, les choix du CERC (Centre d'Etudes Régionales Corses) sont les suivants :

— **Un conseil régional** élu au suffrage universel, au scrutin de liste par arrondissement, comprenant le même nombre d'élus que l'actuel conseil général, doté de pouvoirs financiers appuyés, entre autres, sur la reconnaissance de la « propriété régionale ».

— **Un conseil économique, social et culturel** consultatif, désigné par les associations et les syndicats représentatifs.

— **Un exécutif**, émanant du conseil régional élu au suffrage universel et responsable devant lui.

— **La suppression des préfets**, qui va de soi, mais semble encore monstrueuse à certains esprits routiniers. Rappelons à ce propos qu'il y a quelques années, lorsque la presse anglaise voulut présenter à son public les préfets de la région Rhône-Alpes en voyage d'études au Royaume Uni, elle ne put trouver, pour expliquer ce qu'était un préfet, que l'approximation suivant

te : « Ce sont des fonctionnaires d'autorité analogues à nos gouverneurs des colonies. »

Deux impératifs découlent logiquement de ces positions, que le Centre d'Etudes Régionales Corses partage avec tous les régionalistes conscients de l'ensemble français :

— **L'Université régionale**, comprise dans l'organisation des pouvoirs régionaux.

.. **Un Sénat des régions**, deuxième chambre politique de plein exercice, élue par les conseils régionaux selon une formule de pondération à déterminer au niveau national, et représentant de façon spécifique les nouvelles unités territoriales de la république française.

En face de ces exigences de la conscience régionale, les réformes gaullistes ne peuvent guère apparaître que comme une caricature. Caricature parfaitement définie au demeurant par la récente résolution de la commission nationale française du Mouvement Fédéraliste Européen, à laquelle la ré-

gion corse s'est associée, et qui affirmait notamment :

« Dans un monde en pleine mutation, le pouvoir gaulliste se donne pour double mission de conserver à l'Etat français une souveraineté qui n'a plus de sens qu'au niveau européen, et des prérogatives qui devraient être rapprochées des citoyens.

« L'intention affirmée de ne pas élire au suffrage universel direct le Parlement européen ou les Assemblées régionales françaises procède d'une même volonté : le refus de la seule démocratie viable, celle où les élus de différents niveaux abordent des problèmes qui sont à leur mesure... ».

En fait l'impression prévaut désormais que la réforme régionale ainsi entreprise n'a pour but que d'esquiver le véritable problème posé par les régions et de désamorcer leur commune revendication de démocratie régionale authentique. □

Centre d'Etudes Régionales Corses  
(Extraits du Bulletin 16.)

## Université une semaine agitée

Mercredi 22 janvier : à l'appel de l'Inspecteur d'Académie Rieux, les C.R.S. envahissent le lycée Michelet, matraquent les élèves réunis au réfectoire et emmènent à Beaujon plusieurs dizaines de lycéens de tous âges.

Jeudi et vendredi, des mouvements de solidarité se développent dans de nombreux lycées de la région parisienne. Constatant que les vrais problèmes sont constamment noyés dans les débats académiques des Conseils d'Administration (quand ceux-ci ne restent pas à l'état embryonnaire), les lycéens en profitent pour relancer leurs revendications et donner plus de force à leur mouvement. Le problème de la liberté d'expression est posé : il va devenir crucial.

Vendredi soir, l'action des lycéens se grossit de celle des étudiants. Depuis le début du mois, l'agitation étudiante s'est développée ; ses thèmes et ses modalités varient avec le secteur concerné : Beaux-Arts, Sciences-Po, Vincennes, Sorbonne... Certains problèmes communs apparaissent, tel celui des bourses que l'U.N.E.F. mettra en avant. Mais, il n'existe pas d'objectifs vraiment unificateurs : seule la lutte contre la répression a permis une plus grande mobilisation. Elle succédait à une agitation confuse, vouée à des actions « sauvages » qui expriment bien un état d'esprit mais ne créent pas — c'est le moins qu'on puisse dire !

— les conditions d'une large compréhension. Le lundi, la flambée paraît s'éteindre ; on en revient aux joutes électorales où M. Edgar Faure voit la solution de son problème, sinon de celui de l'Université...

A la prochaine occasion, qu'elle naisse des lycéens, des étudiants ou de la police elle-même, l'incendie se rallumera. C'est bien la seule certitude... De ces événements, on peut tirer des leçons :

— le pouvoir est bien peu sûr de sa « réforme » ; aussi laisse-t-il du champ à M. Marcellin ; il sait que les élections créeront une confusion plus grande encore, en multipliant les occasions de conflit avant, pendant et après la mise en place des structures Faure. Les rivalités entre enseignants vont bien vite démultiplier les oppositions étudiantes ;

— une fois de plus, ce sont les organisations nationales liées au mouvement, l'U.N.E.F. et le S.N.E.-Sup, qui sont apparues comme les seuls éléments de référence et d'unification des luttes ;

— l'opposition sur le scepticisme à l'égard des élections Faure ne suffit pas à définir une stratégie universitaire : la tâche la plus urgente est de réunir les étudiants et les enseignants capables de mener la lutte ensemble sur des objectifs essentiels qui se fondent sur le lien entre l'Université et la société, en accentuant les contradictions et permettent d'obtenir des victoires significatives. □



A.D.N.P.

## Remous syndicaux

Jacques Ferlus

Le mois de janvier vient de connaître la première action revendicative d'envergure depuis le mois de juin. Le personnel de l'Assistance Publique, dans la plus complète union syndicale, a mené une semaine d'action qui a obtenu un franc succès. Lors des deux manifestations parisiennes, et malgré la menace policière, 10.000 travailleurs se sont rassemblés.

Chez Citroën, Berliet, Dassault, à la R.A.T.P., dans l'aéronautique et dans bien d'autres secteurs une certaine agitation se maintient. Le climat social, comme le climat universitaire, n'est pas bon. On évite d'en trop parler, car les travailleurs sont plus populaires que les étudiants. Il ne faut pas donner de mauvaises idées aux Français.

### Le 12 février et le rendez-vous de mars

Le Patronat et le gouvernement ne s'y trompent pas. Ils redoutent les positions de force que pourraient avoir au « rendez-vous de mars » les organisations syndica-

les. Aussi, dès maintenant, essaient-ils de minimiser, faute de pouvoir l'empêcher, l'importance de cette rencontre et son contenu.

Dans ces conditions, la C.G.T. possède, avec la journée de revendication du 12 février, une véritable bombe. Le climat de la rencontre de mars dépend en grande partie du comportement des travailleurs ce jour-là. Dans cette perspective, seuls les objectifs et les thèmes de cette journée ont été définis par l'appareil de la C.G.T., les formes d'action devant être choisies par les assemblées de travailleurs dans les usines, les militants cégétistes s'y emploient. Aujourd'hui, la question n'est plus de savoir si l'initiative de la C.G.T. est « publicitaire » ou pas. C.F.D.T. et F.O. risquent fort de se trouver dans l'embarras au soir du 12 février pour avoir un peu trop vite écarté la proposition de la C.G.T. La C.F.D.T. vient d'ailleurs de tenter un dégagement en laissant ses militants libres de participer ou non à cette journée.

La guerre des discours et des communiqués n'a jamais été aussi forte qu'en ce début d'année. En définitive, sept mois après juin chacun reproche à l'autre les attitudes et les positions prises au cours de la grève et durant les négociations de Grenelle. Il y a là-

### du nouveau pour votre équipement stencil, le duplicateur Gestetner 466

Le duplicateur 466 apporte de nouveaux et nombreux progrès au procédé stencil. La simplicité de manœuvre, l'automatisme de fonctionnement et de réglage permettent à un opérateur, même novice, d'obtenir rapidement 10, 100, 1000, 5000 copies impeccables.

Voulez-vous être mieux informés des récents progrès de la duplication? Demandez à Gestetner la documentation qu'il a réunie à votre intention. Vous y trouverez d'intéressantes précisions sur la gravure automatique des stencils. Gestetner - Service 686 - 71, Rue Camille Groult - 94-VITRY - Tél. 482-47-85

dessous un débat de fond important certes, mais il est clair qu'il ne sera pas mené à bien tant que les militants ne se retrouveront pas sur le terrain de la lutte.

Paradoxalement les revendications actuelles de la C.F.D.T. et de la C.G.T. sont sensiblement les mêmes, en particulier sur le maintien du pouvoir d'achat des salariés. La C.G.T. a peut-être seulement eu tort d'avancer trop tôt sa revendication de l'échelle mobile. Sur les autres revendications (réduction de la durée du travail, retraites, droit syndical, bas salaires) les positions sont très voisines, sinon complémentaires. Les uns placent en tête de liste plutôt celle-ci que celle-là.

## La fusion CFDT-FO n'est pas pour demain

On peut donc espérer que tout va rapidement s'arranger ? Ce n'est pas si simple. Car pour l'heure, les dirigeants confédéraux ont fort à faire avec leurs propres troupes. Il y a des remous dans toutes les centrales.

A la C.F.D.T. les positions de pointe prises par certains syndicats et militants (la chimie particulièrement) jettent le trouble chez certains « anciens » qui ont connu la belle époque de la C.F.T.C. Il ne leur est pas facile d'admettre, sinon d'épouser, la politique des « jeunes » qui remettent tout en cause. De plus, les positions de la C.F.D.T. inquiètent les travailleurs qui jusqu'en Mai soutenaient ce syndicat d'apparence tranquille. Ceci explique que si, dans de nombreuses entreprises la C.F.D.T. gagne des voix aux élections, dans d'autres elle voit sa représentativité diminuer. Comme dernièrement chez Renault-Blainville.

La contestation paraît plus importante du côté de F.O. Quoi de plus naturel dans une confédération qui regroupe une gamme de syndicats allant des plus réactionnaires à ceux qui frisent l'anarchisme. André Bergeron doit faire preuve de beaucoup de diplomatie pour maintenir une relative bonne entente entre tous. Mais là aussi se sont les jeunes qui poussent aux transformations. Depuis Mai, F.O. vit sous la menace de la démission de bon nombre de ses militants (1/3 selon les plus optimistes) qui désireraient rallier la C.F.D.T.

Voilà qui explique la lettre de Roger Lapeyre (F.O. - Travaux Publics) à Eugène Descamps, pour lui demander d'envisager la fusion des deux centrales. La lettre de Lapeyre ne recevra pas de réponse officielle, car cela risquerait de briser les négociations en cours entre C.F.D.T. et F.O. qui n'en sont encore qu'à dresser le constat des diverses positions. Quoi qu'il en soit cette lettre et la menace des jeunes militants animeront les discussions du prochain congrès de

F.O. (en Mars) et par là même, elles permettront peut-être à cette centrale de se redéfinir, vingt ans après sa séparation de la C.G.T.

Comme l'écrit André Barjonnet dans son livre sur la C.G.T., une fusion C.F.D.T.-F.O. serait très dangereuse pour la centrale de Georges Séguy. Dans nombre d'entreprises l'addition des voix des deux syndicats porterait souvent un coup fatal à la représentativité de la C.G.T. Sans compter que cette union rallierait au mouvement syndical de nouveaux travailleurs.

D'un autre côté les dangers de cette fusion, permettraient peut-être à la C.G.T. de resserrer ses rangs. Mais comme ce n'est pas pour demain, c'est « en famille » que doit se régler son différend avec le syndicat des sciences humaines (celui d'André Barjonnet toujours membre de la C.G.T.). En mai, ce syndicat avait pris clairement position pour un soutien et une participation aux luttes étudiantes et ouvrières. Depuis le mois de juillet, on essaie de faire revenir ces « gauchistes » à des positions plus orthodoxes. La dernière manœuvre est la création du syndicat des Bureaux d'Etudes qui va enlever au syndicat des sciences humaines la moitié de ses adhérents. Les « gauchistes » ne sont pas décidés à se laisser faire. Il va y avoir de bons moments au congrès du syndicat, à la fin de cette semaine.

On conteste aussi chez les cadres de la C.G.C. Le syndicat du pétrole vient de se faire mettre à la porte pour avoir osé affirmer que les salaires des ouvriers et des employés devaient augmenter plus vite que ceux des cadres. M. Malterre n'est pas content, il frappe. Du coup voilà la C.G.C. divisée. Certains chuchotent que ce n'est là qu'une manœuvre pour éliminer M. Malterre de la direction, tout devant rentrer dans l'ordre après le congrès. Cela n'empêche par les confédérations ouvrières de prendre partie pour les cadres du pétrole. Si par hasard ils parvenaient à leur faire découvrir les limites d'un syndicalisme catégoriel ?

Si compliquée que puisse être la situation, on ne peut sûrement pas parler de crise dans le mouvement syndical. La crise ne vient que lorsque les syndicats ne répondent plus aux aspirations des travailleurs. Ce n'est pas le cas puisque les adhésions ont été massives depuis le printemps dans toutes les centrales. Les travailleurs découvrent la nécessité et l'efficacité du combat au niveau de l'entreprise. Les centrales syndicales connaissent actuellement un grand mouvement de mutation qu'elles n'avaient pas prévu. C'est peut-être là qu'il faut chercher la cause du piétinement actuel de l'action revendicative, même si cette explication ne constitue pas une excuse. □

# Contrôle ouvrier et jeunes travailleurs

Yves Bucas-François

« Jeunes qui pensez à votre avenir, ne vous pressez pas — image d'une usine : une file de personnes entre, une autre file ressort — : car les derniers entrés sont les premiers sortis ! » Telle pourrait être une des images qui illustreraient un livre consacré à la vie d'un jeune travailleur.

Les jeunes commencent à travailler tôt (18,7 % à 14 ans). Leur qualification s'en ressent : 38,2 % sont manœuvres, 23,9 % O.S., 8,7 % O.P., 17,3 % employés de bureau (30,9 % pour les filles), 8,1 % employés de commerce, 0,9 % cadres et maîtrise, et l'instabilité de l'emploi en découle.

Cette instabilité est une des raisons qui empêchent de mener une action coordonnée avec les luttes que mènent les adultes. Une autre raison est que le patronat utilise les jeunes — de la même manière qu'il utilise les travailleurs immigrés — comme bouclier contre les travailleurs adultes : esprit peu revendicatif (surtout chez les filles) — ou plutôt revendication non structurée —, méconnaissance des droits et lois sociales, production rapide.

Dans ces conditions, quelle signification a, pour le jeune travailleur, le mot d'ordre « contrôle ouvrier », lancé par les sections d'entreprises du P.S.U. ?

## La formation professionnelle

La formation professionnelle concerne particulièrement le jeune travailleur, car en principe il en bénéficie soit avant de commencer à travailler, soit en même temps que son activité professionnelle, soit après quelques mois ou quelques années de vie professionnelle.

Le contrôle à exercer porte donc :

— Sur l'enseignement technique : adapté d'une part à l'évolution de la technique et d'autre part aux besoins de l'économie.

— sur la formation professionnelle menée en même temps qu'un travail professionnel : ceci est une manière de camoufler le chômage.

— sur la formation professionnelle liée à une entreprise. Beaucoup de grosses entreprises ont leur propre centre de F.P., qui donne une formation inutilisable ailleurs.

— sur la F.P.A. (formation professionnelle pour adulte). Très souvent les jeunes en bénéficient, par manque de centres qui leur seraient destinés.

## L'embauche

Les revendications sont les mêmes que pour les adultes, quant à l'embauche et au licenciement.

S'il existe un nombre croissant d'entreprises où le personnel jeune est admis en priorité, il en existe encore plus où le jeune est licencié en priorité. Sur 100 jeunes de 17-18 ans, 12,7 % ont travaillé dans 4 entreprises ou plus (16,7 % pour les garçons, 8,1 % pour les filles. Les causes de départ : 12,6 % départ volontaire, 41,6 % licenciement individuel, 40,9 % licenciement collectif, 0,9 % service militaire.

## Les conditions de travail

Nous mentionnerons seulement des conditions de travail particulières aux jeunes :

— le sous-emploi. Ceci est très fréquent dans les emplois de bureau pour les filles ; par exemple, une fille a une qualification de secrétaire et est employée comme sténo-dactylo.

— l'emploi qui ne correspond pas à la qualification : « j'ai passé mon C.A.P. de mécanicien fraiseur, mais on m'emploie surtout à faire de l'ébavurage ».

— les apprentis : pour 15 h (moyenne) de travail par jour un apprenti pâtissier gagne 50 F par mois la première année (logé, nourri, sauf un jour de congé par semaine) et 300 F par mois la troisième année.

Le contrôle est nécessaire non seulement sur les horaires, mais aussi sur le fait que l'apprenti est employé à des travaux qui n'ont rien à voir avec l'apprentissage ; monter des seaux de charbon de la cave, faire les courses, promener les animaux ou les enfants.

Tant la formation professionnelle, les conditions d'embauche et de renvoi que les conditions de travail montrent l'utilisation qui est faite du jeune travailleur : un bouche-trou.

Le contrôle exercé sur ces conditions remet en question non seulement les injustices flagrantes, du domaine du quantitatif (moins d'heures de travail, etc.), mais surtout le rôle qu'il joue dans la production, et son état de surexploité. Si le mot d'ordre « contrôle ouvrier » trouvait son application pour les jeunes travailleurs il ébranlerait le système.

Encore faut-il, pour qu'il s'agisse réellement du contrôle des travailleurs, que les jeunes travailleurs soient éligibles pour une représentation de leurs camarades au moins à 18 ans.

Le contrôle ouvrier nous semble présenter une autre arme contre le capitalisme : alors que beaucoup de jeunes sont découragés par la lutte syndicale, ce mot d'ordre permet de les lier à la lutte ouvrière à partir de revendications en même temps précises et globales. □

# Qui fait rugir le lion rouge ?

Abraham Behar

LIBRAIRIE T.S. (ouverte de 9 h à 19 h sans interruption)

## EDITIONS DU SEUIL

— LE SYNDICAT DANS L'ENTREPRISE (Hubert Lesire-Ogrel) .....	6,00
— LA C.G.T. (André Barjonet) .....	4,50
— COMBATS ETUDIANTS DANS LE MONDE .....	15,00
— LA FIN DE L'UTOPIE (Herbert Marcuse) .....	8,50
— LES COMMUNISTES FRANÇAIS (Annie Kriegel) .....	7,50
— QUE FAIRE ? (Lénine) .....	7,50
— LE MOUVEMENT DE MAI OU LE COMMUNISME UTOPIQUE (Alain Touraine) .....	21,00
— LE SOCIALISME DIFFICILE (André Gorz) .....	16,00
— LE THEATRE HORS LES MURS (Ph. Madral) .....	6,00
— LE DEVOIR DE VIOLENCE (Prix Renaudot) .....	15,00
— LA CONQUETE DES POUVOIRS (Gilles Martinet) .....	15,00

## EDITIONS ANTHROPOS

— L'ECONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME (N. Boukharine) ..	15,00
— MARX ET ENGELS (Conférence faite aux cours de marxisme près l'Académie socialiste 1922 - D. Riazanov) .....	15,00
— LA THEORIE DU MATERIALISME HISTORIQUE (N. Boukharine) ..	20,00
— L'IRRUPTION DE NANTERRE AU SOMMET (Henri Lefebvre) ....	15,40

## EDITIONS MASPERO

— LIRE LE CAPITAL (L. Althusser - E. Balibar)	
Tome I .....	6,15
Tome II .....	6,15
— A.B.C. DU COMMUNISME (N. Boukharine - E. Préobrajensky)	
Tome I .....	6,15
Tome II .....	6,15
— DEMOCRATIE ET CONTROLES OUVRIERS (Max Adler) .....	9,90
— PLANIFICATION ET CROISSANCE ACCELEREE (Charles Bettelheim) .....	6,15

## EDITIONS GRASSET

— L'EMPIRE AMERICAIN (Claude Julien) .....	25,00
--	-------

## EDITIONS JULLIARD

— LE LAMINAGE CONTINU (Pierre Belleville) .....	20,70
---	-------

## COLLECTION 10/18

— LA MALADIE INFANTILE DU COMMUNISME (Lénine) .....	2,90
---	------



LIBRAIRIE  
TRIBUNE SOCIALISTE  
54, boulevard Garibaldi  
Paris-15<sup>e</sup>. C.C.P. 58 26 65

Le Lion Rouge, c'est l'insigne des voitures Peugeot. C'est aussi le journal de la Section communiste de Sochaux. Son n° 92 comporte un long article pour expliquer où se trouve l'ennemi principal, pas du côté du patronat mais dans la C.G.T., c'est... notre camarade Minazzi. Que lui reproche-t-on ?

— « D'avoir choisi la tribune du Congrès C.G.T. de la Métallurgie pour porter de nouvelles critiques au Parti Communiste. »

— « D'oser affirmer que la révolution socialiste était possible alors que sur le plan régional la FGDS, et particulièrement André Boullache, se refusait à réellement discuter d'un programme commun et repoussait toute discussion sur la nationalisation de l'automobile. »

— « Alors que les communistes étaient du côté de la lutte, Minazzi les prend aujourd'hui pour cible. Après ça, comment ne pas penser qu'il est plus préoccupé par l'anti-communisme que par une analyse sérieuse et honnête de tous ces faits ? »

Il n'est pas dans les mœurs des militants du P.S.U. de confondre action politique et injures. Voici donc l'analyse « sérieuse et honnête » de l'intervention de Minazzi au Congrès des Métaux.

— Sur le « gauchisme » Minazzi a dit :

« Vous avez devant vous quelqu'un qui a été taxé de « gauchiste ». Pourquoi ? Comment ?... »

— Parce que nous avons connu une période où un changement paraissait possible, honnêtement, sans idée préconçue ni aventurisme.

— Que dans cette période où la question du pouvoir était posée, la C.G.T. elle-même a mis en avant le mot d'ordre de « gauchisme populaire. »

— Que la revendication d'un programme commun supposait un accord boiteux avec une partie des classes moyennes, et qu'en tout cas ce programme n'existait pas en mai, et les « gauchistes » n'y étaient pour rien.

— Que l'idée d'un appui des classes moyennes pour obtenir un véritable changement n'apparaissait pas a priori comme quelque chose de révolutionnaire.

— Que le recours aux élections, compte tenu du contexte, de la loi électorale et de l'absence de programme commun, n'était pas forcément un « Progrès » pour régler les aspirations des travailleurs. »

Ces objections, Minazzi les concluait en indiquant que pour autant il ne se sentait pas porteur de la « Vérité », ni lui, ni les autres camarades du syndicat.

— Sur la démocratie syndicale,

Minazzi signalait qu'il s'était opposé à l'exclusion d'un camarade de « Voix Ouvrière », non pas parce qu'il était d'accord avec les idées de ce travailleur, mais parce qu'il estimait juste les statuts de la C.G.T. qui déclarent :

« Le syndicat groupant les salariés de toutes opinions, aucun des adhérents ne saurait être inquiété pour la manifestation de l'opinion qu'il professe en dehors de l'organisation syndicale. »

Et il pose la question :

« Comment tenir compte de l'avis des syndiqués si on ne les informe pas objectivement des points de vue en présence lorsqu'il y a un litige ? »

Notre syndicat, la C.G.T., possède des atouts importants pour aller de l'avant, toujours plus au service des travailleurs, mais nous avons collectivement à faire effort pour dépasser notre sectarisme plus ou moins latent, si nous voulons réellement l'unité syndicale.

Il n'est pas question d'abandonner nos principes de base, il faut les actualiser, et les appliquer toujours mieux. »

Voilà les faits, voilà l'« anti-communisme » de Minazzi. Détail important, le secrétaire de la Fédération des Métaux a répondu longuement à Minazzi en affirmant qu'en effet une amélioration de la démocratie syndicale était possible, et que si des avis différents existaient dans un syndicat, les syndiqués devaient en avoir connaissance.

La question reste donc posée... Bretau, secrétaire de la Fédération des Métaux est-il un « anti-communiste » ?

En réalité, le Congrès des Métaux n'est qu'un mauvais prétexte d'une politique réelle qui consiste à concentrer les feux sur les « gauchistes », c'est-à-dire en clair le P.S.U. comme le préconise la circulaire Mauvais dans la C.G.T., à laquelle curieusement une circulaire interne d'une des Fédérations C.F.D.T. fait le pendant.

Sinon, on ne comprend pas les attaques du P.C. contre d'autres camarades de notre Parti, militants de toujours à la C.G.T.

Que veut le P.C. ?

— Expulser les milliers de militants P.S.U. qui adhèrent à la C.G.T. ?

— Faire de l'antisocialisme comme naguère la socialdémocratie faisait de l'anticommuniste ?

Désolé, camarades communistes, mais nos adversaires principaux, à nous, c'est le capitalisme et la bourgeoisie. Nos efforts principaux, pour nous, c'est le triomphe du socialisme dans ce pays.

Il faudra vous y faire, et choisir.

Le CLUB JEUNESSE et CULTURE

vous invite au

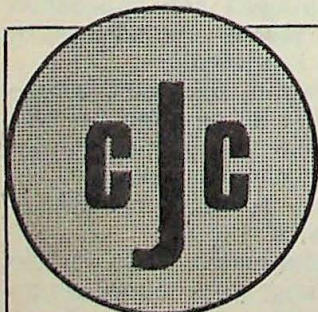
## SKI - DÉBAT EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Prochains séjours | 16 février 23 février  
495 F  
comprenant | 2 mars - 9 mars

- Voyage par avion Orly - Orly
- Tour de ville à Prague
- Transfert aux Monts Métallifères

- Pension complète en chambre à deux lits
- Location et cours de ski, remontées mécaniques
- Rencontre avec la jeunesse tchécoslovaque.

Renseignements et inscriptions : 11, rue Vernier, Paris (17<sup>e</sup>) - Tél. : 380-73-38  
(Pas de restriction après la nouvelle législation sur les changes)  
Se recommander de « Tribune Socialiste »





# Un problème clé la formation professionnelle

Rémy Grillaut

A Fougères (Ille-et-Vilaine) on construit un C.E.T. Excellente initiative. Mais dans ce centre on donne une importance considérable aux sections de la chaussure et du vêtement. On va former des jeunes qui dans quelques années devront se reconvertir dans une autre branche.

On continue toujours à apprendre certains métiers complètement bouchés. Ceux qui les apprennent sont de futurs chômeurs. On cite l'exemple de la boulangerie-pâtisserie où on forme chaque année 3,5 fois plus de main-d'œuvre que nécessaire.

Par contre dans certaines branches comme la chimie ou le secteur sanitaire et social, les formations sont insuffisantes.

Les fermetures d'usines, les conversions d'entreprises font qu'un nombre de plus en plus important de travailleurs se trouve dans l'obligation de réapprendre un métier.

Cette situation inquiète les travailleurs et leurs syndicats. Quand on s'aperçoit qu'il existe des stages de préparation à la vie professionnelle pour les jeunes qui sortent de l'école, on se rend compte que la formation professionnelle des Français est pour le moins mal pensée.

Une loi de décembre 1966 a proclamé la nécessité d'une collaboration des organisations syndicales et professionnelles à la définition de la politique nationale en matière de formation des travailleurs. L'année suivante, une circulaire ministérielle rappelait une nouvelle fois ce principe. Au cours des négociations de Grenelle on a, une fois encore, souhaité que cette collaboration s'établisse.

Dans les faits, en novembre 67, une commission nationale de la formation professionnelle a été mise en place. Les organisations syndicales y sont représentées. Cette commission est un organisme d'études et d'observation des liaisons formation-emploi, placée dans le cadre du Plan. Elle est théoriquement à la base de toute la politique nationale en matière de formation professionnelle. La France est experte dans l'art de se donner des structures toujours parfaites dans leur principe, mais il est bien rare de voir ces structures fonctionner réellement. C'est le cas pour cette commission de la formation. Les syndicats ne sont pas satisfaits du rôle qu'elle joue,

mais elle leur permet au moins de donner leur avis, d'accéder à des dossiers, d'avoir communication de certains chiffres.

Le gouvernement, quant à lui, se soucie fort peu de cette commission.

La volonté du gouvernement et du patronat est claire et bien connue. Pour eux, il suffit de donner seulement du travail à la classe ouvrière. La formation professionnelle d'accord, mais à court terme et en fonction des besoins immédiats de l'industrie. A bien calculer, il est moins dangereux d'inonder la France de centres de F.P.A., même si cela coûte cher, plutôt que de laisser les travailleurs accéder à des connaissances qui leur donneraient de mauvaises idées. Et les travailleurs instruits se retourneraient vers ceux qui leur auraient permis cette instruction. On fait quand même une petite exception pour les cadres, car le patronat « de droit divin » se rend compte qu'ils font tourner leurs entreprises. Et aussi ils commencent à faire un peu trop de bruit. N'en a-t-on pas vu un grand nombre s'unir aux ouvriers durant la grève du printemps ?

Mais cette politique du patronat et du gouvernement conduit à avoir 300.000 « moins de 25 ans » au chômage. Car on ne peut pas tout prévoir.

La formation professionnelle devient donc chaque jour plus préoccupante pour les organisations syndicales. Et on peut dire que toutes les centrales sont d'accord sur cette question. Chacune a fait et continue de faire des déclarations et des propositions. La dernière en date est la C.G.T. qui, dans un projet présenté sous la forme d'une « proposition de loi », aborde un certain nombre de points intéressants.

La C.G.T. reconnaît que la formation permanente est une nécessité de notre époque et elle affirme que cette formation n'est possible qu'à la condition que tous les jeunes puissent acquérir des connaissances scolaires sérieuses. Car il ne s'agit pas d'essayer, tout au long de sa vie, de rattraper son handicap scolaire.

Ce projet comporte quelques points plus particulièrement intéressants. C'est d'abord la nécessité d'ouvrir les stages de formation professionnelle à tous les travailleurs qui le désirent, y compris les immigrés, même s'ils ne

sont pas directement et actuellement concernés par un problème de reconversion. Pour les jeunes de moins de 18 ans, la C.G.T. estime que 400 heures par an devraient être consacrées à l'acquisition d'une formation. Ces heures étant prises sur le temps de travail bien entendu. Ce sont les employeurs qui financent ces opérations en prélevant, sans possibilité d'exonération, 1 % sur la masse des salaires.

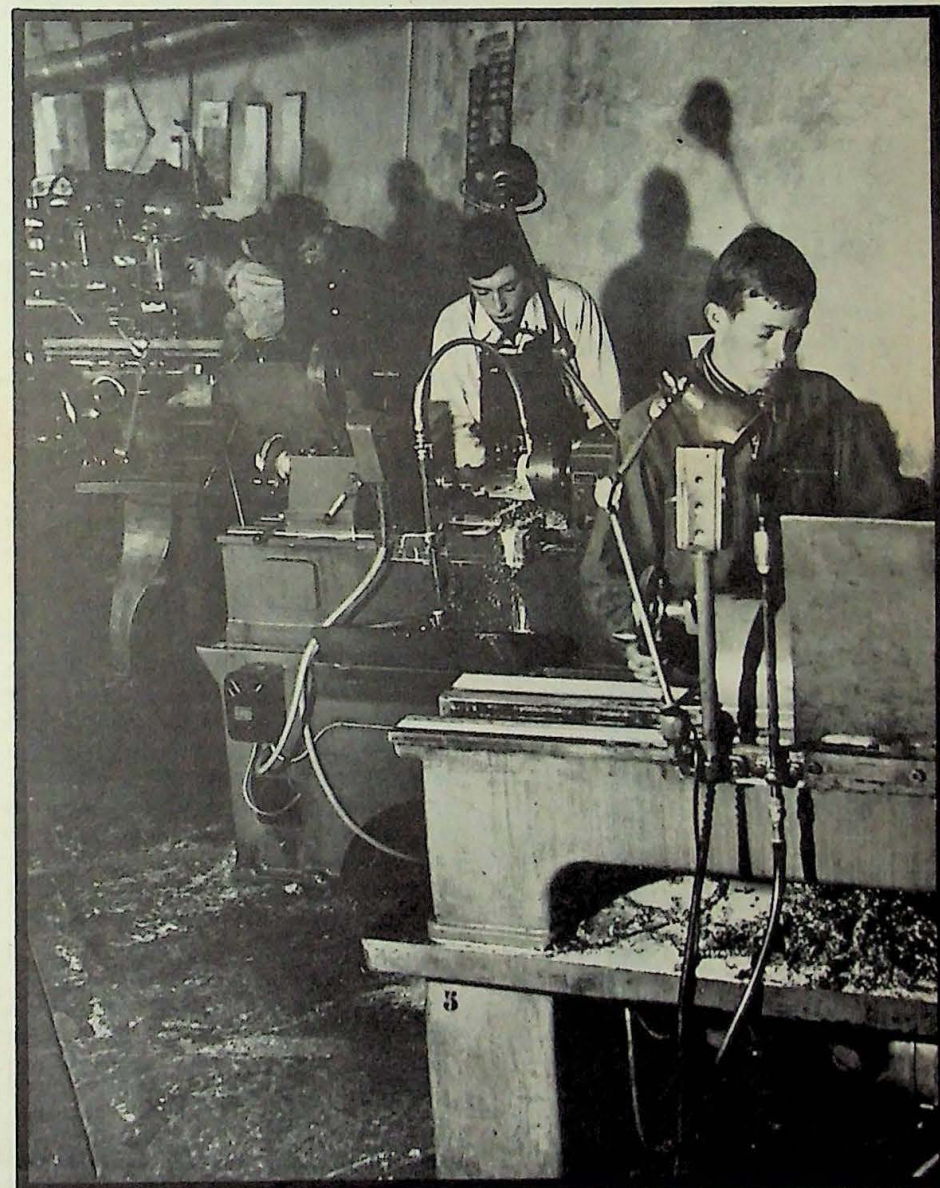
Il est également prévu que les entreprises ne peuvent se lancer dans une action de conversion sans présenter un plan assurant la formation professionnelle de tous leurs salariés et leur reclassement dans la même région.

La C.G.T. estime également nécessaire la mise en place d'un certain nombre de structures à plusieurs niveaux et qui seront chargées du contrôle et de l'animation de cette formation des travailleurs. Dans ce but, des com-

les enseignants, les employeurs, les syndicats. Il gèrerait le fonds national (1 % sur les salaires), répartirait les crédits, contrôlerait les enseignements, l'information donnée aux travailleurs, examinerait tous les problèmes contentieux.

L'intérêt du projet de la C.G.T. ne tient pas seulement au fait qu'il pousse à admettre la formation comme un droit des travailleurs, au même titre que le travail et la santé. Les propositions faites sont précises et concrètes. Elles sont aussi réalisables, si on le veut, dans le système actuel. Il n'y est pas question de définir une politique, mais de répondre à une situation et à des besoins. Il ne fait aucun doute que si ce conseil supérieur existait, les représentants des travailleurs pourraient plus facilement qu'actuellement, faire connaître leurs exigences.

Il est réconfortant de constater que le projet de la C.G.T. puise sa force dans la responsabilité qu'as-



Collombert

missions de formation doivent naître dans toutes les entreprises. Elles sont placées sous la responsabilité du comité d'entreprise. Ce n'est d'ailleurs qu'un rappel de la disposition de la loi de juin 1966 sur les comités d'entreprise. Mais pour aller plus loin, la C.G.T. revendique la création d'un **Conseil supérieur de la formation et du perfectionnement continu**. Ce conseil serait national mais aurait également des structures régionales et départementales. Sa composition serait la suivante : l'administration,

sument les travailleurs au sein des comités d'entreprise.

Il faut commencer par former les militants. Le terrain est tout trouvé puisque la loi sur les comités d'entreprise prévoit déjà l'existence de commissions de formation dans les entreprises. La C.G.T. va sûrement demander à ses militants de faire leur apprentissage dans cette structure. D'ici que les propositions de la C.G.T. se transforment en loi, les syndicalistes seront devenus orfèvres en matière de formation professionnelle. □

# Parti jeune, parti révolutionnaire

Michel Descolanges et Gilbert Chantaire



La jeunesse est devenue un objet de sollicitation permanente dans la société de consommation. Au point que tout un appareil commercial tend à la maintenir dans un véritable ghetto.

Cette double page constitue une première réflexion sur ce phénomène. C'est aussi un premier élément de réponse.

Le monde de l'après-guerre avait connu une relative prospérité économique ainsi qu'une période d'accalmie sur le plan des luttes. Mais depuis quelques années les récessions économiques se multiplient et les contradictions internes s'intensifient. Désormais la société dite d'abondance et de consommation ne comble plus la jeunesse qui, de plus en plus violemment et de plus en plus radicalement la refuse et tente de l'abattre.

A mesure que la scolarisation a augmenté, la jeunesse a pris une signification sociale : à 14 ans un individu est physiquement adulte, mais ce n'est guère avant 22 ans qu'il acquiert ce titre. Il fallait bien trouver des occupations à cette population en transit, sous peine de la voir devenir une micro-société dans la société. Il fallait la récupérer et l'intégrer. C'est là que gît l'immense mystification : en même temps que les jeunes sont rejetés dans un ghetto, fabriqué grâce à une instabilité matérielle et un barrage aux prises de responsabilité, on tente de leur fournir des occupations qui leur feront oublier leur condition. C'est là tout le travail de certains idéologues : non seulement ils combattent la lutte des jeunes contre le système mais aidés de la presse et des moyens audio-visuels la nient en n'y voyant qu'une colère passagère : « Ils est dans la nature de la jeunesse de se rebeller ». « Moi aussi j'ai été jeune », « Vous êtes jeunes et vous êtes impatients ».

Ainsi la révolte est scandaleusement réduite à une crise d'âge — souvent attribuée à des troubles physiques, alors que ces troubles physiques sont justement dus à une répression tant matérielle que morale — qui par nature engendre les déséquilibres et la contestation. Selon ces références bourgeoises il devient logique et naturel que la révolte s'estompe et que le valeureux contestataire, passé un certain âge, rentre dans les rangs.

Il est faux que la jeunesse soit révoltée. Il est faux que la révolte cesse avec la vie professionnelle « normale » et la vie familiale « normale ». Les jeunes exploités refusent — mais avec exaspération — ce que refusent les exploités : le capitalisme.

## Classe d'âge ou classe sociale

A leur tour certains économistes ont vu dans la jeunesse un tout. Selon eux la jeunesse se définirait par rapport à la production nationale : en particulier les jeunes dont le travail est improductif (service militaire - études) seraient une manière d'absorber le surplus (de production) qui menace la société capitaliste avancée. — Cette analyse s'applique évidemment aux U.S.A. où le problème du rapport des jeunes à la production reste néanmoins posé.

Cependant, sans vouloir définir ce qu'est une classe, nous ne pouvons accepter que le seul critère soit le rapport à la production.

Il est évident que les jeunes sont surexploités économiquement, mais cette exploitation n'est qu'un développement particulier de l'exploitation générale des travailleurs. Définie par rapport à la production la jeunesse n'est donc pas une classe, mais il est une réalité dont il faut tenir compte : la misère économique du jeune, sa situation catastrophique face à l'emploi. Il existe une spécificité des problèmes jeunes.

Une autre face de l'exploitation est la tentative de récupérer les jeunes dans le circuit de la consommation. Et par là ils ne se différencient pas des adultes : pour participer à la consommation tous les hommes sont égaux, les seuls clivages proviennent des revenus dont ils disposent, mais sur le plan du principe il n'existe pas de différence.

Les étudiants les plus conscients ont compris que la fonction de l'Université est une fonction d'adaptation et d'aménagement de l'ordre dominant. Leur action tend donc à faire de l'Université, non un élément de consolidation du système, mais un facteur de rupture et de dissolution de celui-ci. Il convient que le milieu jeune trouve aussi dans son ghetto les éléments détonants qui, en faisant éclater cette société dans la société, précipiteront la destruction du capitalisme. Le système fournit déjà des armes : la contradiction entre la surexploitation économique, les tentatives de récupération idéologique et la faible possibilité matérielle d'entrer dans le circuit de la consommation, est de plus en plus forte.

## Donner une dimension politique à la lutte

Pour dépasser le simple refus de la société, pour dépasser la notion de générations sacrifiées à la cause du socialisme — qui laissent insatisfaits — il faut donner une dimension politique, c'est-à-dire totale, à la lutte de la jeunesse.

Cette dimension ne se définit pas obligatoirement par rapport à une étiquette précise, mais par la participation au courant socialiste.

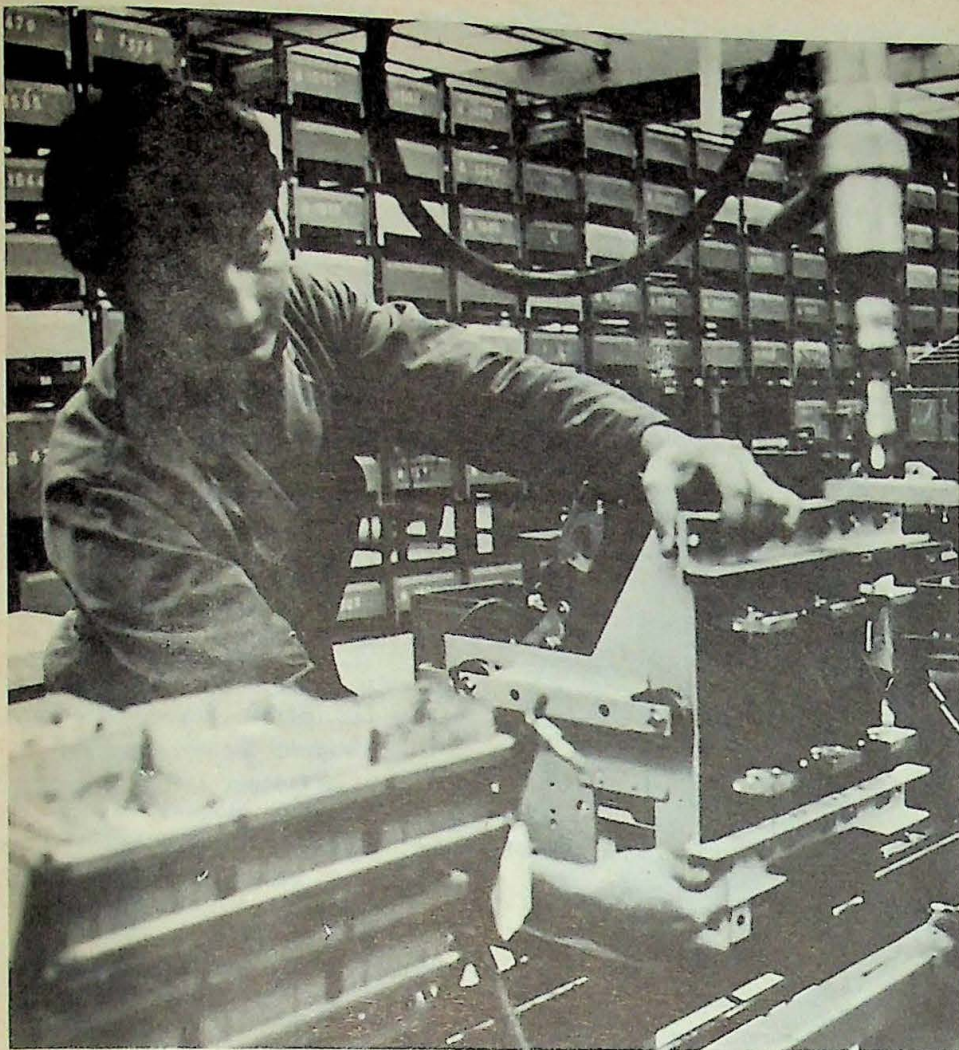
Les groupes jeunes du PSU doivent servir non pas à canaliser la révolte, ce qui serait la stériliser, mais d'une part à favoriser chez les jeunes une prise de conscience de leur état d'exploités, et d'autre part leur donner les liaisons nécessaires pour mener une lutte en commun avec les adultes.

De leur côté, en cessant de s'inquiéter uniquement de feux rouges et d'espaces verts, en posant les problèmes réels de la vie quotidienne, les adultes cesseront d'être les ennemis déjà récupérés par le système, et feront tomber l'argumentation de certains jeunes : il n'y a pas de structures d'accueil et de travail pour nous, alors travaillons d'une manière autonome.

Par les thèses qui viennent d'être mises en discussion, le PSU montre sa volonté d'être effectivement présent sur tous les fronts de lutte, d'améliorer sa démocratie interne, et de donner la priorité de son action sur les lieux de travail pour construire un parti ouvert.

Les jeunes sont une fraction de classe. Ils présentent des caractéristiques communes qu'il serait vain de nier. Il existe objectivement des sociétés de jeunes. La multiplication des groupes jeunes au sein du parti s'avère indispensable, elle est un des moyens de destruction du ghetto jeune et par là une contribution à la destruction du capitalisme.

Créer une structure qui séparerait jeunes et adultes serait entrer dans le processus imposé par l'idéologie bourgeoise : en les faisant antagonistes elle se consolide. Le fractionnement des luttes est un des plus sûrs ferments du fractionnement de la lutte ouvrière. Il faut savoir ce que l'on veut détruire.



Collombert

# Luttons contre le chômage

Yves Serjeune

Quatre chômeurs sur 10 ont moins de 25 ans. Les premiers résultats du recensement de l'an dernier viennent de nous apprendre que de 1962 à 1968, le nombre de chômeurs de moins de 25 ans a été multiplié par trois. Leur pourcentage dans l'ensemble des chômeurs est passé en 6 ans de 29 % à 39 %. Pour 10 chômeurs, il y a donc 4 moins de 25 ans.

L'ampleur de l'impôt versé par les jeunes dans le système capitaliste sous forme de chômage et son accroissement sous le régime gaulliste, est objectivement bien plus grand car il faut tenir compte de la prolongation récente de la scolarité obligatoire de 14 à 16 ans et de l'allongement « naturel » des études. C'est donc sans doute un chiffre de 45 à 50 % en 1968 qui devrait être comparé à celui de 29 % en 1962.

On ne dispose pas encore des données du recensement pour les tranches d'âge 18-24 ans, mais l'évolution du nombre de jeunes inscrits comme demandeurs d'emploi pour cette tranche est significative. En deux ans ce nombre est passé de 20.000 à 47.000 entre septembre 1966 et septembre 1968. Pourtant, en 1968 les examens se sont déroulés bien plus tard, alors... On sait d'ailleurs que les jeunes cherchent plus rarement un emploi en s'inscrivant aux bureaux de la main-d'œuvre puisque en mars 1968 les moins de 25 ans

ne représentaient que 18,5 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi contre 39 % des chômeurs à cette époque.

## Un faux problème

Les moyens d'information n'insistent guère sur ces éléments d'un lourd dossier. L'affaire Delon leur paraît sans doute beaucoup plus importante pour l'avenir. Il est vrai que nos oreilles sont pleines des discours démagogiques et des opérations publicitaires d'un régime qui ne cessent de nous clamer : « les jeunes c'est l'avenir, l'avenir vous appartient ». Même la presse dite « objective » joue de la grosse caisse. On va de communiqués en communiqués et comptes rendus de réunion de la très téléguidée — par l'U.D.R. — U.J.P. alors que les informations destinées à donner un autre écho sont écartelées, coupées, déformées, réduites à zéro.

Quand on condescend à parler du chômage des jeunes alors les bras se lèvent au ciel : « les jeunes ne trouvent pas de travail parce qu'ils n'ont aucune formation professionnelle ! » Bas niveau d'instruction, inadaptation des compétences professionnelles. Ah ! vous les jeunes si vous aviez travaillé à l'école et appris un bon métier, vous trouveriez du travail ! Bien entendu le nombre de places dans l'enseignement tech-

nique, le contenu de l'enseignement à tous les niveaux n'a rien à voir ! D'ailleurs le chômage atteint également les jeunes diplômés depuis quelques années.

Non, messieurs les docteurs penchés sur la société capitaliste malade, il ne suffit pas de dire qu'un malade a la fièvre pour faire un bon diagnostic. Il ne suffit pas non plus de lui mettre de la glace sur le front pour faire tomber la fièvre. Un bon diagnostic exige qu'on dise pourquoi le malade est malade. Et si le système capitaliste est malade ce n'est pas parce qu'il a la fièvre mais parce qu'il est capitaliste !

## Un volant de chômeurs

De crise en crise le système capitaliste en est arrivé à la grande crise de 1929. Les chômeurs se comptaient par millions dans les pays capitalistes. En Allemagne et en Italie la crise déboucha sur le fascisme. Depuis les mesures destinées à protéger la bourgeoisie contre ces crises, qu'un jour ou l'autre le mouvement ouvrier aurait pu exploiter à son profit, ont été mises en œuvre. Après 1945 l'ère du néo-capitalisme s'ouvrirait avec pour acteur essentiel l'Etat. L'Etat capitaliste a pour fonction de préserver les intérêts objectifs spécifiques à long terme des classes dominantes. Au besoin, il peut paraître s'opposer à certains intérêts de celles-ci de temps en temps. Mais ce ne sont jamais que des intérêts immédiats qui peuvent être sacrifiés, pour mieux assurer les intérêts à long terme.

Avec le néo-capitalisme, l'Etat agit en permanence pour tenter de « réguler » l'économie et transformer les risques de crise avec baisse absolue de la production en récession économique caractérisée seulement par un ralentissement de la croissance. L'évolution du niveau des prix, le rythme de l'expansion et l'emploi deviennent la préoccupation de l'Etat. Pour maîtriser l'augmentation des prix (qui met en danger la balance des paiements et les réserves d'or) sans s'attaquer aux profits de la grande bourgeoisie et aux circuits de distribution qui font vivre la petite bourgeoisie le pouvoir doit limiter la croissance économique et freiner l'expansion.

Alors le volant de chômage créé ainsi diminuera la demande intérieure totale et fera pression sur le niveau des salaires. Suprême avantage, la peur du chômage fera « tenir tranquilles » les travailleurs par crainte du licenciement. Les capitalistes pourront dormir sur leurs deux oreilles sans craindre les revendications.

Le système capitaliste fonctionne donc avec un réservoir de main-d'œuvre permanent qui augmente fortement en période de récession. L'objectif du V<sup>e</sup> Plan de ce côté a été parfaitement rempli. Ici tous les travailleurs sont dans le même sac, menacés de chômage.

Mais lorsque le chômage doit atteindre un niveau très élevé, il est certain qu'avec les échéances électorales, et malgré toute la pression de l'idéologie bourgeoise masquant le caractère de classe du pouvoir, les classes dirigeantes qui contrôlent

l'Etat peuvent se trouver en difficultés. Certaines limites ne peuvent pas être dépassées sans qu'elles soient mises en danger même dans le cadre de la démocratie bourgeoise.

## Diminuer le nombre de chômeurs

D'abord quant au chiffre absolu du nombre de chômeurs réels qui ne peut dépasser un certain niveau sans mettre clairement en cause le mythe de l'efficacité capitaliste. Ce mythe ainsi dévoilé conduirait la masse des travailleurs à réaliser que le système actuel est basé sur le sous-emploi des forces productives. Du même coup la perspective socialiste s'avèrerait plus nécessaire encore du seul point de vue du beefsteack.

Pour diminuer ce chiffre absolu de chômeurs en conservant un réservoir de main-d'œuvre important la prolongation de la scolarité obligatoire est efficace. En passant de 14 à 16 ans on soustrait ainsi près de 700.000 demandeurs d'emploi. Belle opération. Elle pourrait être rentable car l'allongement de scolarité devrait fournir aux entreprises des travailleurs plus qualifiés dont le capitalisme techniquement avancé a besoin pour son développement. Mais en réalité, un jeune sortant à 16 ans de l'école n'en sait pas plus qu'avant, à 14 ans. Ce gigantesque gaspillage n'est d'ailleurs pris en charge que pour une partie par l'Education Nationale. La plus grosse part est assurée par les parents travailleurs qui entretiennent les jeunes.

## Pas d'issue individuelle

Ensuite si le pouvoir ne peut pas être menacé électoralement la meilleure méthode est de faire supporter le chômage par ceux qui ne disposent pas de bulletin de vote : les travailleurs immigrants et... les jeunes. On peut d'ailleurs y ajouter les femmes sur qui l'idéologie bourgeoise assure une domination généralement plus forte. Trois générations de jeunes, cela fait 2,5 millions d'électeurs écartés entre 18 et 21 ans et sur qui pèsent l'essentiel du chômage.

Dans la démocratie bourgeoise les jeunes n'ont pas de droit d'expression politique par la voie électorale. Ils n'ont pas plus le droit d'assumer des responsabilités syndicales dans leurs usines et leurs bureaux alors qu'ils ont le droit de se faire exploiter. Malgré cela c'est bien sur le terrain des luttes sociales que les choses importantes se passent pour les jeunes travailleurs dans leurs entreprises et les lycéens et les étudiants dans leur lycée ou leur fac. C'est aussi dans les quartiers pour toucher tous ceux qui sont sans « boulot » et espèrent s'en tirer individuellement.

Faire du chômage des jeunes une somme de problèmes individuels, de manque de qualification, c'est la tactique de la bourgeoisie pour nier le problème collectif et masquer son échec total. Cela va jusqu'à faire du jeune chômeur un individu rejeté par la société et digne des bandes. Non les jeunes ne tomberont pas dans le panneau : en luttant contre la société capitaliste nous lutterons contre le chômage, sur le terrain où nous pouvons lutter. □

## Pour le renforcement et le développement du courant socialiste

Le P.S.U. en 1968 a dû pour se donner les moyens d'appliquer la politique définie par le 5<sup>e</sup> Congrès, lancer de nombreux appels tant auprès de ses militants que de tous ceux qui sont d'accord avec les objectifs de son combat.

Ces appels ont donné les résultats suivants :

— cotisations supplémentaires demandées aux militants .....	19 134 F.
— souscriptions élections .....	90 673 F.
— journées de salaire militants .....	179 650 F.

Ces résultats sont encourageants. Ils ont permis au parti d'assurer et d'affirmer la présence du courant socialiste dans toutes les batailles de 1968.

Cependant ils sont inégaux. Le montant de la journée de salaire donne à peine 10 francs par militant en moyenne, ce qui veut dire tout simplement qu'un très grand nombre de camarades, probablement plus de la moitié, n'ont encore rien versé à ce titre au Parti. Il en est de même pour l'ensemble de nos sympathisants qui n'ont pas été convenablement associés à cette initiative. C'est à tous ces militants et sympathisants que le P.S.U. s'adresse aujourd'hui.

Le combat pour le socialisme a également besoin de moyens matériels et financiers. Quel est le sens d'un engagement politique et du soutien d'une lutte si l'un comme l'autre n'entraîne aucun sacrifice. Chacun d'entre vous consacre chaque mois plusieurs billets de 10 francs pour des besoins qui ne sont pas essentiels et dont vous pouvez vous passer sans que votre niveau de vie en soit atteint.

Du sacrifice de ces besoins futiles pendant une période d'un mois dépend l'apurement complet de quelques dettes électorales qui mettent en situation critique plusieurs fédérations départementales du Parti et surtout le développement de notre lutte pour le SOCIALISME.

Les versements sont à faire à l'ordre du P.S.U. C.C.P. Paris 14020 44.

## Epinay-sur-seine : un débat jeune

On ne peut certes pas dire que nous soyons à court de déclarations de notre ministre de l'Éducation Nationale affirmant que la rentrée scolaire et universitaire s'est faite dans les meilleures conditions et que, partout, les constructions nécessaires se sont rapidement réalisées. On aura peut-être déjà remarqué que les nouveautés dont aime à se vanter Monsieur Faure sont de préférence situées en des lieux où la bourgeoisie aime à savoir ses fils. Que diable, il faut bien, au bout du compte, retrouver les siens !

Aussi ne sera-t-on pas surpris d'apprendre que le département de la Seine-Saint-Denis qui compte plus d'un million d'habitants n'a pas fait l'objet, dans la grande valse des implantations universitaires, des choix du ministre. Quoi que prétendent les augures officiels, la faculté de Villeteuse n'est pas près de sortir de terre et on ne peut tout de même compter au nombre des implantations le tout petit certificat de médecine sis dans un baraquement à Bobigny ! Il faut au surplus dire que dans ce même petit coin de terre de l'agglomération parisienne, des milliers d'enfants se sont vus, en cette dernière rentrée, refuser l'entrée des

C.E.G. ou des établissements techniques, venant ainsi grossir les rangs de cette suprême invention que sont les « fin d'études orientées », produit de la prolongation de la scolarité où l'orientation se réduit à la garderie. Mais quoi ! ils ne sont pas à la rue et puis, ce ne sont que des fils d'ouvriers !

Enfin, pour être juste, il faut noter qu'on se préoccupe du sort de ces jeunes en haut lieu... mais au ministère des Affaires Sociales. On embauche des placiers en grand nombre dans les bureaux de la main-d'œuvre de Seine-Saint-Denis. C'est sur cette toile de fond que s'inscrit l'action de nos secteurs dans ce département. Il n'est d'ailleurs pas étonnant que l'une des premières initiatives prises ait été le fait de la section d'Epinay-sur-Seine. Jeune en effet, elle l'est par sa création récente, par l'âge de ses adhérents comme par ses centres d'intérêt permanent.

Aussi l'idée est née d'une grande assemblée-débat sur le chômage et les jeunes. Initialement, le projet stipulait une confrontation associant les différentes organisations de jeunesse et les centrales syndicales. Mais la réalisation s'avéra difficile. En effet, si les

autres centrales n'eurent que l'excuse du silence et de l'absence, la C.G.T. quant à elle, tint à recevoir deux représentants de notre parti pour leur notifier... son refus, argument pris de l'organisation par le P.S.U. dans une commune voisine (Saint-Denis) d'un meeting avec le « renégat » André Barjonet ! Pour ceux de nos lecteurs qui n'auraient pas saisi la dynamique du raisonnement, prière de se reporter à sa collection de l'Humanité.

Mais nos camarades n'avaient pas l'intention d'abandonner leur action. Ils décidèrent donc de reprendre l'initiative sous le sigle du Parti en maintenant leur invitation à tous les mouvements de jeunesse. Préparée au cours de nombreuses réunions par les jeunes de la section, cette assemblée s'est finalement tenue la semaine dernière et a connu un plein succès.

Réunissant plus de 50 personnes dans le vieil Epinay, des jeunes et des moins jeunes, le débat fut conduit sous forme de dialogue permanent et de recherche collective. A chaque étape de la discussion, les camarades de la commission « jeunes » de la section ainsi que de jeunes animateurs nationaux du Parti qu'elle avait invités apportaient des informations, faisaient part d'expériences précises, recentraient les thèmes abordés. Le débat fut toujours animé, parfois un peu chaotique, mais devait déboucher spontanément sur la seule conclusion possible : le chômage des jeunes est aujourd'hui un problème dominant et ne peut que devenir plus angoissant dans l'avenir si l'on considère l'inexistence de la formation professionnelle en regard de l'évolution technologique. Ainsi, c'est à une vie de travailleur perpétuellement « sous-qualifié » que l'on « prépare » les jeunes d'aujourd'hui. Face à cette situation, il n'y a pas de solution immédiate. Notre rôle n'est pas de faire le jeu du patronat en l'aidant à « caser » tant bien que mal les demandeurs d'emploi pour que le scandale n'apparaisse pas trop. Il est tout au contraire de dire la vérité aux jeunes et de les appeler à la lutte car seul un changement de société peut amener une solution réelle à leurs difficultés.

Ajoutons que la participation active de camarades du foyer de jeunes travailleurs et du foyer des éducateurs spécialisés firent beaucoup pour faire progresser la discussion. Mais notons, par contraste le silence total des adhérents des Jeunesses Communistes et des jeunes de la F.G.D.S. présents. Mais peut-être n'avaient-ils rien à dire !

Philippe Guyot

## P. S. U. Documentation

Les quatre premiers numéros sont parus :

1. Du contrôle ouvrier au pouvoir des travailleurs vers l'autogestion.
2. La réflexion et la construction du socialisme.
3. La crise économique en France.
4. La crise du système monétaire international.

En préparation :

- La notion de programme.
- Histoire du P.S.U.
- Les problèmes de l'emploi.
- Les classes sociales en France.

Abonnements : les 20 numéros 15 F, à « T.S. », 54, bd Garibaldi, Paris (15<sup>e</sup>). C.C.P. 5826-65 Paris.

## Voyages d'études

Le Comité de Coordination National des Jeunes du P.S.U. organise cet été deux sessions d'études et de rencontres politiques à l'étranger. La recherche collective portera sur l'autogestion et la démocratie socialiste.

Le premier voyage réunira les jeunes adhérents et sym-

pathisants du Parti pendant vingt jours en juillet en Yougoslavie. Le mois suivant, un séjour de même durée sera organisé en Tchécoslovaquie.

Le prix approximatif de chacune de ces sessions sera à peu près de 600 F. Tous les renseignements complémentaires sont à demander par lettre à : Comité de Coordination National des Jeunes du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>).

## Stages d'été

Deux stages de formation seront organisés cet été pour les jeunes adhérents du Parti.

Du 12 au 20 juillet, le premier stage débutera par quatre journées de travail dans la région parisienne ; la fin de la semaine sera consacrée à une initiation à la montagne.

Du 28 au 31 août, un deuxième stage se déroulera à la campagne.

Tout camarade intéressé par l'une ou l'autre de ces manifestations devrait, bien entendu, retenir dès maintenant ses dates.

## Spécial programme

Le numéro « Spécial Programme » est toujours en vente à l'Administration de T.S. : 54, bd Garibaldi, Paris (15<sup>e</sup>).

Prix de l'exemplaire : 0,50 F.

Samedi 15 février  
Dimanche 16 février

## Paris Conférence nationale presse

- Le rôle de la presse socialiste par rapport au marché général.
- Tribune Socialiste et l'ensemble des moyens d'information du P.S.U.
- La bataille de la diffusion de nos publications.

## Rencontre nationale d'action municipale

Le 1<sup>er</sup> et 2 février, la Commission Nationale d'Action locale, municipale et régionale, organise la

### Première rencontre Nationale d'Action Municipale

A l'ordre du jour :

Rapport général : Valeurs et limites de l'action municipale dans la stratégie générale du Parti, par Georges Gontcharoff.

Rapports complémentaires :

La stratégie municipale du P.S.U. et la stratégie des

## Meetings et réunions du parti

Jeudi 30 janvier

— Boulogne - Billancourt : Meeting avec Michel Rocard.

— Macon : Projection du film sur la Tchécoslovaquie. Débat avec Philippe Laubreaux.

— Clermont-Ferrand : Meeting des E.S.U. Marc Heurgon, Luc Barret, Emmanuel Terray.

Vendredi 31 janvier

— Denain : Réunion publique avec Jacques Malterre.

Samedi 1<sup>er</sup> février

— Vitry-le-François : Réunion avec Jacques Malterre.

Lundi 3 février

— 18 h Boulogne-sur-Mer et 21 h Dunkerque : Meetings avec Marc Heurgon, Jacques Sauvageot, Abraham Behar.

— Orléans : Réunion avec Michel Rocard.

Mardi 4 février

— Saint-Maur : Cinéma Eden « Le Dossier de la Crise » avec Marc Heurgon et André Barjonet.

Mercredi 5 février

— Pont-Audemer : « Socialisme et Université - La réforme universitaire prépare-t-elle l'avenir ? », avec Marc Heurgon et Paul Bosc.

Samedi 8 février

— Colombes : de 15 h à 20 h. Salle de la Justice de Paix. Mairie de Colombes. Assemblée des militants des Hauts-de-Seine. Préparation des Congrès fédéral et national.

Dimanche 9 février

— Seine-et-Marne : Réunion fédérale « Jeunes », de 9 h à 18 h (237 Murger Papillon - 77-Le Mée).

G.A.M., par Claude Neuschwander.

Notre conception de la démocratie locale. Liaison entre les élus P.S.U. et les sections, par Roger Beaunez.

Synthèse relative aux questionnaires-enquête, par Louis François et Michel Mousel.

Discussion et travail en commissions.

Conclusions générales, par Michel Rocard.

Renseignements et inscriptions : CHA. 87-26.



A.F.P.

## Allemagne de l'Ouest une année difficile

De notre correspondant Louis Henry

C'est un fait qu'en 1968 l'action extra-parlementaire a maintes fois posé ses problèmes aux responsables bonnois de la politique intérieure. Si le gouvernement Kiesinger n'a pas eu à subir son insurrection de mai, les manifestations d'étudiants n'en ont pas moins créé un climat nouveau de contestation qui a eu ses résonances positives et négatives dans l'opinion publique. Dire que cette fraction minoritaire, constituée par peut-être 20 % de la jeunesse, a profondément impressionné la masse allemande, serait mentir ; la chose en tient, pour l'essentiel, que plus encore qu'en France, le fossé est profond qui sépare le porteur d'effigies maoïstes, futur cadre de la vie sociale du pays, de l'ouvrier de Ford ou de Bayer.

La tentative d'assassinat dont fut victime Rudi Dutschke à Berlin, le 11 avril, venant longtemps après ce jour tragique de juin 1967 où l'on vit la réception du Shah d'Iran dégénérer en chasse à l'étudiant et s'achever par une jeune mort, ce second attentat perpétré par un adolescent intoxiqué de fascisme mit un terme à la fermentation. Le ressentiment de la jeunesse se déchaîna contre la presse de « conditionnement », telle que dispensée à grands renforts de ca-

pitaux par le groupe Springer, détenteur, à l'époque, des 8/10 de la presse berlinoise et de 40 % de la presse fédérale tout entière. Les grandes villes allemandes, Hambourg, Francfort, Cologne, Munich, comme celles de la Ruhr, eurent leur 1<sup>er</sup> mai tendu de rouge.

Abondamment tendu de rouge fut également cette marche en étoile sur Bonn, du 11 mai, qu'accomplirent 35 000 jeunes gens et travailleurs appartenant soit au mouvement socialiste-libertaire (S DS), soit aux Jeunesses socialistes, soit aux différentes formations syndicales de la gauche. Sous les portraits des Spartakistes de 1918 Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, parmi les mini-jupes et les blues-jeans, quelques pyjamas rayés d'octogénaires des camps nazis. Dans la débauche des banderoles et des slogans sur le Vietnam ou l'abus de confiance du pouvoir bourgeois de la grande coalition, les manchettes discrètes du KPD, le PQ allemand interdit. Il n'y eut pas de sang. Mais la pelouse de l'Université devint un immense forum. Des groupes d'étudiants démontèrent tout le jour pour les ouvriers, les rouages compliqués et savamment huilés du « Notstandgesetz » (la législation d'exception), ce recueil de mesures po-

licières applicables à tout instant contre les travailleurs allemands, ne fût-ce qu'à l'occasion d'une simple grève d'usine.

Il est vrai que le gouvernement Kiesinger a eu aussi ses propres soucis. La question pendante de la modification de la loi électorale n'est pas l'un des moindres ; elle favoriserait les grands partis au détriment des petites formations. Le projet aurait l'avantage, tout en défendant la Grande coalition (CDU - CSU - SPD) de freiner l'accès au Parlement ou Bundestag, du NPD de Von Thadden. Mais l'opposition libérale FDP de Walter Scheel n'y trouverait pas son compte... Or les Chrétiens démocrates de la CDU ont besoin des voix FDP pour élire leur prochain Président... et ainsi de suite et vice versa.

Parmi les autres tracasseries : la démission du Président Heinrich Lübke, victime d'une violente campagne de presse au cours de laquelle Henry Nannen, Rédacteur en chef du « Stern », reprocha à l'ancien architecte, en termes véhéments, une responsabilité de signataire de dessins de camp sous le III<sup>e</sup> Reich. La réforme de la constitution des Finances, la motion d'interdiction du parti d'extrême droite NPD — véritable épouvantail de la politi-

que extérieure —, les préoccupations nées du voisinage peu désiré de l'Armée Rouge aux frontières de Bavière ne sont pas négligeables non plus.

Un des rares résultats positifs de cette année écoulée aura sans doute été la réunion des ministres des Finances à Bonn, en novembre dernier, au cours de laquelle le Professeur Schiller, responsable de l'Economie, sut défendre le principe de la non-réévaluation du mark. Mais est-ce bien là une saine consolation ?

### 1969 : année d'élections

Le printemps allemand ne consistera pas comme celui de Prague en la recherche de mesures capables de promouvoir un climat nouveau de libéralisation démocratique, il verra simplement la nomination d'un nouveau Président. Ce choix s'effectuera le 5 mars sans doute à Berlin-Ouest. Les deux candidats sont connus. Le premier est Gerhard Schröder, ministre de la Défense, chrétien-démocrate (CDU), le second, Gustav Heinemann social démocrate (SPD) et ministre de la Justice.

Sans vouloir anticiper ni médire, les consciences parmi les moins réactionnaires craignent bien de voir à leur corps défendant s'installer dans le fauteuil bonnois, non pas le ministre de la Justice, hostile au réarmement allemand sous Adenauer, mais l'homme de la haute bourgeoisie düsseldorfaise, auteur et partisan de cette formule heureuse : « Les lois d'exception, c'est l'heure de l'exécutif »... Mais le succès de Schröder pourrait, par voie de tractations et trafic d'influences, entraîner l'avènement d'un chancelier à poigne — le terme pris dans le sens nationaliste plus qu'ordinaire. Il pourrait s'agir de Franz Josef Strauss, membre de l'Union chrétienne sociale (CSU), l'aile bavaroise de la CDU, titulaire des Finances et ancien ministre de la Défense du cabinet Adenauer. Phraseur incorrigible, Strauss s'est distingué à la direction de la Bundeswehr (Armée Fédérale) comme le chantre inspiré de la tension Est-Ouest.

En moins de temps qu'il n'en faut pour achever deux mandats, Heinrich Lübke s'est acquis une solide réputation de président soliveau. L'opinion publique s'est gaussée plus d'une fois de ses bévues, au fond inoffensives, qui semaient la panique dans le protocole et faisaient le tour des länder après la joie des journalistes. Avec MM. Schröder et Strauss à la tête de l'Etat, le protocole allemand, certes, risque moins l'entorse, mais les classes modestes peuvent être assurées par compensation d'un solide mépris.

Nanti d'un nouveau Président et d'un nouveau Chancelier dans le style traditionnel de l'ordre germanique, l'électorat ouest-allemand songera, après les beaux jours, et peut-être le 14 septembre, à renouveler les 496 membres de son Parlement. Qu'advient-il des 245 députés CDU/CSU, des 202 sociaux démocrates, des 49 Libéraux

de la FDP ?... De toute manière et compte tenu de la nature même des formations en lice, la démocratie authentique n'y trouvera pas son compte. Pas de place de ce côté-ci du Rhin non plus pour l'initiative socialiste.

Rien à attendre d'aucune façon des représentants de la sociale démocratie, agglutinés qu'ils sont aux leaders réactionnaires de la bourgeoisie CDU, au sein de la Grande Coalition. Ce ne sont ni les quelques francs-tireurs du parti de M. Willy Brandt, d'ailleurs neutralisés par leurs propres dirigeants, ni les esprits épris de progressisme, épars, chez les Libéraux, accessoirement oppositionnels, qui viendront modifier le cours irréversible des choses.

A en croire les spécialistes de la politique intérieure ouest-allemande, le succès, c'est-à-dire la reconduction de la Grande Coalition, se jouerait sur des questions de répartition des finances publiques entre le Bund, ou Etat central et l'administration des länder ou régions. Mais les nuits des honnêtes gens sont aussi gâtées par un cauchemar : l'entrée, en 1969, des députés NPD dits « Néo-nazis » dans la nouvelle Assemblée.

En politique étrangère, l'année qui commence apportera vraisemblablement peu de changement. La nouvelle réglementation de l'équilibre des devises avec Washington, liée aux frais ascensionnels du stationnement des troupes US, des tentatives de renforcement des rapports — pour le quart d'heure aigre-doux — avec l'Elysée, une rencontre Kiesinger-Nixon, pour l'opinion, aux fins de redorer le blason fédéral... Le chef de la diplomatie ouest-allemande, Willy Brandt, paraît décidé à engager le dialogue avec le Kremlin mais les ministres chrétiens démocrates de la coalition lui en laisseront-ils le loisir ? S'empêcheront-ils de nimer la démarche d'un halo de méfiance exagérée comme ils en sont coutumiers ? Dans les pays arabes, la RFA n'entretient de relations qu'avec la Tunisie.

Le fait que l'Allemagne Fédérale soit présentement en position difficile dans le contexte international, tantôt rabrouée à l'Ouest par une France gaulliste, et au fond rivale ; tantôt rabrouée à l'Est par une Russie soviétique qui refuse d'oublier, subissant enfin les sarcasmes de ses propres compatriotes est-allemands regroupés à Pankow sous la houlette d'Ulbricht, cette situation malaisée ne doit pas être le prétexte à un sentiment fat d'auto-satisfaction. Pays essentiellement industriel, la RFA a accédé depuis 1945 aux tous premiers rangs parmi les Etats les plus riches du monde. Qui sait si, dans l'éventualité où tout éveil populaire aux saines vérités cachées s'avérerait illusoire, les groupes d'intérêts qui soutiennent l'Etat fédéral, lui laisseraient indéfiniment le loisir de tenir le rôle un peu terne de mauvais sujet repentini du monde occidental ?

# Il s'appelle Terry Klug

Jean Verger

Il s'appelle Terry Klug. Numéro Matricule RA 16884493. Comme plusieurs milliers de jeunes GI's il a quitté l'armée pour manifester son hostilité irréductible à la guerre du Vietnam. Il vivait depuis plus d'un an en Europe et militait activement contre la politique du gouvernement américain.

Début de ce mois de janvier : après avoir mûrement réfléchi, et contre l'avis de ses camarades, il décide de rentrer aux Etats-Unis, non pas par la porte de la clandestinité : par la porte officielle, qui conduit tout droit à la prison.

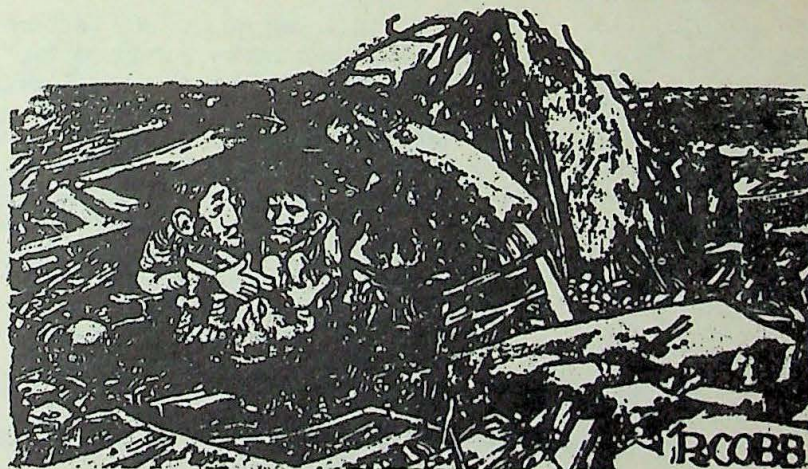
Dans une conférence de presse tenue à Paris le 14 janvier, devant les caméras de la télévision américaine et les représentants des principaux journaux américains, il explique son geste : « Referiez-vous ce que vous avez fait ? Oui » dit-il. Sa décision de braver la police militaire et les juges militaires est une décision politique. Le combat continue, sur le terrain de l'adversaire, mais aussi sur le sol américain.

Devant les journalistes médusés, il prend le téléphone et appelle l'ambassade américaine à Paris et annonce à l'attaché militaire qu'il viendra dans quelques instants prendre contact avec lui, en com-

militants des différents mouvements de résistance à la guerre. Terry Klug a le temps de s'entretenir un moment avec eux et avec son avocat américain avant d'être emmené par la « Military Police » dans un fort proche de New York.

La voie choisie par Terry Klug est individuelle et exemplaire. Sur son nom, sur sa défense, le mouvement d'opposition à la guerre va prendre un nouvel essor. On sait peu de choses en France de l'importance que prend aujourd'hui sur le sol américain le mouvement de résistance à la guerre. Une presse spécialisée est éditée par les soldats américains et diffusée dans les casernes. L'organe central de ce qui est un véritable « syndicat des jeunes recrues » est « The Bond » (le Lien). Il est imprimé et diffusé à plusieurs milliers d'exemplaires. Au-dessus du titre on y rappelle (en vertu de la Constitution américaine) que : « ce journal est votre propriété personnelle. Il ne peut vous être confisqué sous aucun motif. »

Le « Syndicat des jeunes recrues » (American Servicemen Union) étend son influence et apporte une pierre non négligeable au combat anti-impérialiste mené sur le sol américain (1). Notre devoir à nous, PSU, est d'apporter



« Il y a une rumeur disant que nous sommes en train de gagner la guerre. »

pagnie de son avocat, Gilberte Fournier, chargé de protéger ses intérêts sur le sol français.

Les journalistes assistent à son arrivée à l'ambassade. Il en sort avec la promesse dont témoignera son avocat, qu'il ne sera pas poursuivi pour désertion ; mais pour abandon prolongé de son Unité, et avec l'assurance qu'il sera rapatrié aux Etats-Unis sur un vol régulier. Le surlendemain, toujours en présence de son avocat, il prend l'avion pour New York. A l'aéroport Kennedy, des journalistes américains sont là, de même que des

notre aide inconditionnelle, matérielle et politique, à ce combat, auprès des jeunes soldats américains (plusieurs centaines) actuellement réfugiés en France. □

(1) Il n'est pas exagéré de dire que le travail antimilitariste qui se développe au sein même de l'armée américaine, sans aucune tradition historique, n'a rien connu de comparable en Europe, depuis une quarantaine d'années : ni la guerre d'Indochine, ni la guerre d'Algérie, n'ont suscité en France de mouvement antimilitariste (au sein de l'armée elle-même) qui fut l'ombre de ce qui se fait actuellement aux Etats-Unis.

# Espagne : la fin des illusions

Marc Echeverry

Depuis samedi dernier, l'état d'exception, jusqu'ici limité à l'une des provinces basques (le Guipuzcoa), a été étendu à toute l'Espagne. Cette décision prise, dit-on, à l'initiative d'un certain nombre de Capitaines-Généraux (encore que sur ce point, nombre d'informations concordantes tendent à montrer que l'armée est divisée — des officiers supérieurs ayant même été mis aux arrêts) marque la fin d'une illusion : celle de la libéralisation.

Pendant des mois, on avait mis l'accent tant en Espagne qu'à l'étranger, sur l'évolution du régime dans un sens libéral, soulignant notamment les avantages du nouveau statut de la presse. Les étudiants de toutes les facultés d'Espagne, les militants des Commissions Ouvrières, les mineurs asturiens, comme les nationalistes basques, savaient certes ce que cette libéralisation comportait : des poursuites, des arrestations et des condamnations. Mais enfin une partie de l'opinion publique espagnole et étrangère s'était laissé prendre au mirage.

Et de souligner que la presse était plus libre, la police moins omniprésente, les Commissions ouvrières tolérées sinon autorisées, les réunions d'opposition plus faciles et plus ouvertes. Bref, le régime tendait à changer de nature, et sa succession se préparait au grand jour. La grande presse s'émeuvait déjà, à l'idée du couronnement de Juan Carlos. Encore un peu le sinistre général du Pardo allait prendre figure de bon papa, ayant bien mérité de la patrie.

Au Parti Communiste Espagnol, où l'on prônait la « réconciliation nationale », on se mettait à rêver, et Santiago Carrillo, son secrétaire général pouvait (et osait) écrire : « Si à un moment donné, les ouvriers lâchent leur travail, si tous les travailleurs des cités et de la campagne les suivent, si des industriels et des commerçants les appuient clairement en fermant leurs établissements, si les forces armées et d'ordre public manifestent leur sympathie envers le peuple, et fraternisent avec lui, alors la dictature ne pourra résister, et tombera d'elle-même ».

La réponse à tous ces si accumulés vient de parvenir : l'Espagne se retrouve comme il y a vingt ans. Armée et police sont les maîtres du pays, avec la complicité ouverte ou confuse, des ministres « libéraux », et la bénédiction de l'Opus Dei.

Mais pourquoi cette décision, et son apparente improvisation ?

A en croire l'O.R.T.F., — préparant sans doute le voyage que Michel Debré doit prochainement faire en Espagne — tout cela est dû à l'agitation quelque peu irresponsable d'une minorité d'étudiants, qui ont joué avec le feu, mais qui n'engageaient en rien le reste des Espagnols.

## Une situation explosive

Le ministre de l'Information franquiste, Fraga Iribarne, a été au moins lui plus honnête et plus direct en déclarant : « Il s'agit de prévenir un mouvement qui aurait les mêmes caractéristiques que celui du Mai français. » Tiens ! tiens ! on ne parle plus ici de l'isolement de quelques agitateurs, mais de prévenir un mouvement de masse, dont le pouvoir franquiste a tout à craindre. L'instauration de l'état d'exception n'est donc pas un acte irréfléchi, mais une mesure — peut-être désespérée — mais en tout cas imposée par un mouvement qui tendait à s'élargir, et qui a depuis longtemps franchi les limites de l'université. S'il en était besoin, les arrestations en cours, et qui touchent tous les milieux, viennent prouver la justesse de cette affirmation.

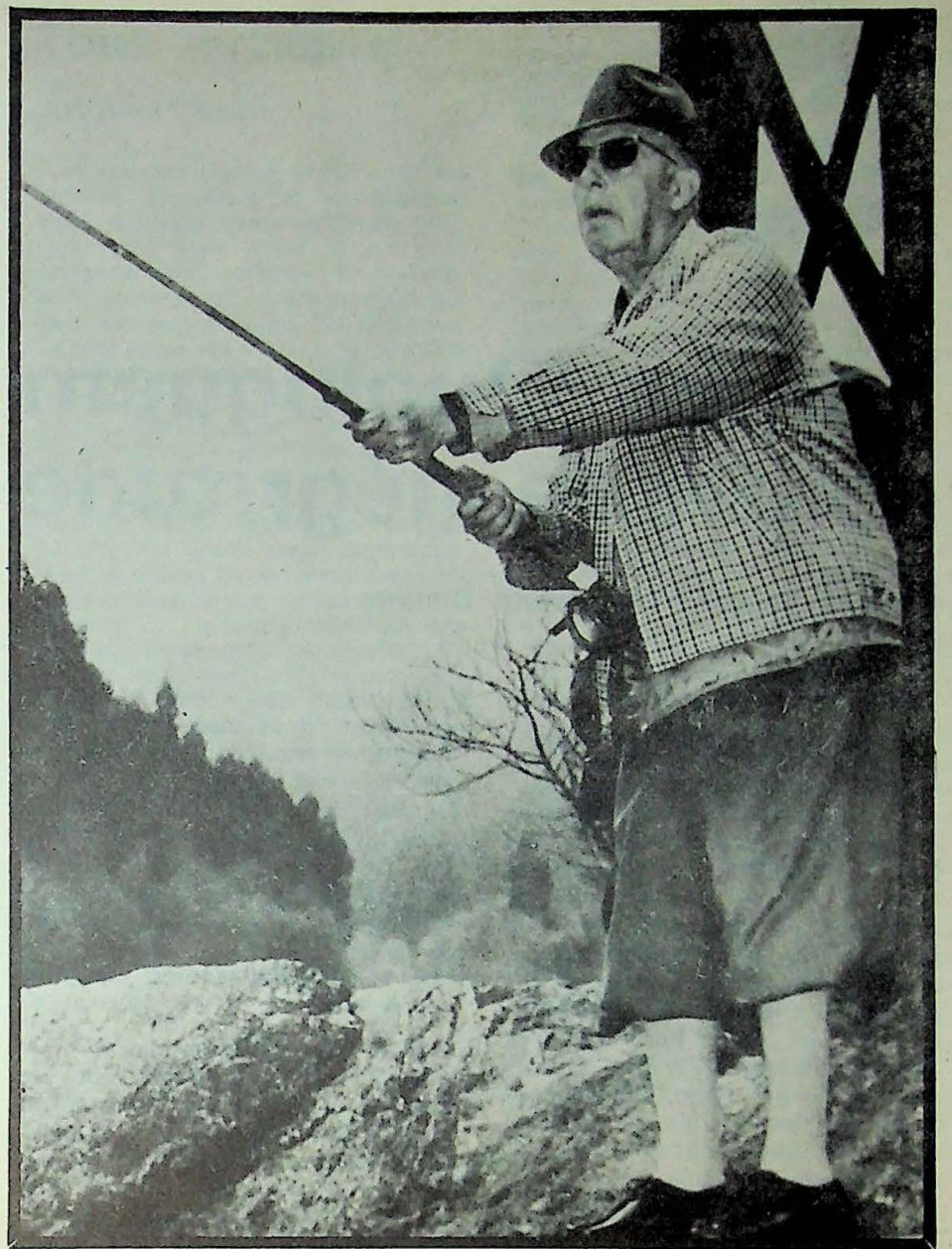
En vérité on a mal perçu en France l'évolution du mouvement étudiant en Espagne, pas plus que la solidarité réelle qui commençait à s'établir entre étudiants et jeunes travailleurs. Pas plus qu'on n'a saisi l'importance de l'agitation entretenue par l'ETA (1) au Pays Basque, révélatrice d'un durcissement qui touche les milieux les plus larges, ou l'appel désespéré des mineurs asturiens, condamnés dans les pires conditions par l'évolution technologique qui frappe les mines dans toute l'Europe.

Ce que le régime craint par dessus tout, c'est une conjonction de tous ces mouvements. Elle n'était pas « a priori » inscrite dans les faits. Mais elle pouvait se faire.

## Prise de conscience

Pendant toute une période, en effet, l'opposition socialiste en Espagne s'est remembrée, en partant des revendications matérielles et culturelles conçues dans le sens le plus classique du terme.

Il est incontestable que pendant un temps, il a été possible d'exploiter les failles du régime, mettre l'accent sur ses contradictions, forcer à la libéralisation. Attitude parfaitement valable, dans la mesure où cela a permis de regrouper des forces, et de leur donner, voire de leur rendre confiance.



A.D.N.P.

Mais dans cette voie le régime pouvait non seulement accepter un certain nombre de revendications, mais à la limite les précéder. Soucieux de mettre l'Espagne au « goût européen », l'aile marchante et technocratique du régime, entendait, en profitant des structures autoritaires du franquisme, brusquer les mutations, imposer ses solutions, et préparer une succession qui déplairait certes à une partie des forces qui soutiennent encore le franquisme, mais qui aurait l'énorme avantage de canaliser toutes les revendications populaires à leur profit.

Cette dernière manœuvre vient d'échouer, sur le plan universitaire, comme sur le plan ouvrier. Incapables de contenir la montée d'un mouvement qui ne s'affirmait plus sur les seuls thèmes revendicatifs, mais qui mettait en cause le modèle de la société espagnole, même épuré de ses scories, les « libéraux » dont on faisait grand cas depuis quelques années, ont accepté la remise en ordre qui vient de se produire. En espérant qu'il s'agirait d'un accident. Et sans comprendre, qu'ils seront les premières victimes du « coup militaire » qui vient d'apparaître.

Il restera du temps pour pleurer, s'attendrir et se faire plaindre. Autant en Espagne qu'à l'étranger. Ce qui ne veut pas dire que la répression qui s'abat aujourd'hui, ne touche pas tous les milieux, et que de

ce point de vue il ne faille pas développer une très large solidarité.

## Reste à savoir...

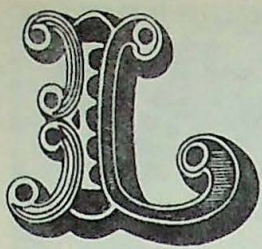
Dans une telle situation, il convient cependant de s'interroger. Pour l'heure — première question — il est impossible de savoir dans quelle mesure les organisations qui sont à la pointe du combat depuis des années ne sont pas entamées par la répression.

Dans un second temps, il est difficile de prévoir ce qu'il en sera des réactions populaires. Contrairement à ce qui a pu être dit en France ces jours-ci, le mouvement étudiant était loin d'être isolé. Mais le nouveau contexte crée des problèmes d'une autre nature. Il n'est pas sûr qu'ils soient résolus.

C'est probablement là-dessus que comptent les ultras du régime. Dans une certaine mesure ils ont fait tomber les masques. Il serait vain de nier qu'ils se sont aussi donné des moyens pour réagir.

Est-ce si simple ? Probablement pas. Encore moins si les socialistes dans le monde entier se saisissent de l'affaire. Pas pour invoquer l'éternelle solidarité sur le thème de « l'Espagne au cœur », mais par rapport à celle d'aujourd'hui, qui se bat pour forger un nouvel avenir, et qui n'en doutons pas vaincra. □

(1) Organisation issue du Mouvement Nationaliste Basque (démocrate-chrétien), mais qui malgré des ambiguïtés, s'oriente de plus en plus vers le socialisme.



# Yambo Ouologuem contre la négritude

Propos recueillis par André Bielany

Le « Devoir de violence », premier livre de Yambo Ouologuem, un jeune Malien de 28 ans, a fait l'objet de multiples critiques, souvent élogieuses et plus nombreuses encore, une fois couronné du prix « Renaudot ». « Un événement », n'a-t-on pas manqué de souligner, « lorsqu'on pense à l'âge, à l'origine de l'intéressé », qui lui-même note au passage les péripéties d'un scrutin difficile ; il a fallu huit tours pour désigner comme lauréat Yambo Ouologuem ! Celui-ci donc, littéralement happé par les circuits de consommation littéraire, semble surpris de tant de remue-ménage autour de sa personne, comme si l'on rangeait parmi les accessoires un beau livre dont Claude Glayman donnera prochainement une analyse.

Ce livre, rappelons-le, à travers une fresque qui tient de l'épopée, de la chronique et du roman, dépeint l'Afrique Noire colonisée par ses propres notables, par les Arabes et enfin par les Européens, jusqu'à ce qu'arrive le jour d'une indépendance illusoire : tout se passe en effet comme si libérer l'Afrique eût consisté simplement à reconstituer des Etats africains, à faire souffler le vent des révolutions d'ailleurs ou à réhabiliter la « négritude » et qu'il fallût brusquement maintenant déchanter. Que l'on songe au Congo, au Biafra, aux Etats nés de l'ex-A.O.F., que l'on songe aux troubles de la jeune « coopération ».

La tentative littéraire de Yambo Ouologuem touche aux grands paradoxes de l'Afrique Noire, autant de clefs des difficultés d'aujourd'hui, et même si les problèmes politiques n'y sont pas explicitement abordés, nous avons demandé à l'auteur de nous parler de son œuvre.

**Q. — Pouvez-vous dire quand et comment l'idée de votre livre vous est venue ?**

R. — Voilà six ans que je travaille à ce qui est devenu le « Devoir de violence » et qui devait être bien plus volumineux. Jamais je n'avais pu admettre qu'il y eut vraiment un « problème noir » ; ce

« problème noir » était en fait un vieux conflit de classes coloré, si j'ose dire, par l'histoire. Les Noirs d'Afrique ont gardé comme une habitude séculaire, une mentalité d'esclaves et tendent à se définir par rapport à l'homme blanc, et non par rapport à ce qu'ils sont authentiquement.

**Q. — Dénoncez-vous par là la « négritude » ?**

R. — En effet la notion de « négritude » découle directement de cet état de faits, mais n'a pas de racines sociologiques : elle reste à mes yeux comme une idéologie verbale de « combat » destinée à affirmer la dignité du Nègre par le Blanc... pour le Blanc. Cette « négritude », du reste, a cours à l'étranger plus qu'en Afrique ; elle témoigne seulement de ceci que nous étions à un tournant politique de l'histoire africaine quand l'indépendance a permis de se dire « Noirs », de se poser comme Africains sans référence à la couleur.

**Q. — Justement cette indépendance vous a-t-elle paru immédiatement et forcément illusoire ?**

R. — Elle a donné avant tout l'occasion à beaucoup d'avaloir une culture blanche pour prévaloir chez eux. Il s'agit bel et bien d'un nouvel acte d'aliénation qui ne va pas sans mauvaise foi : on peste contre le colonialisme blanc comme si l'homme africain commençait avec l'homme blanc et comme si l'expulsion graduelle de celui-ci devait consacrer l'émancipation de celui-là. C'est ainsi qu'on impute au blanc la responsabilité entière des fautes du sous-développement et plus généralement se manifeste le snobisme d'intellectuels qui se disent déchirés, étant chacun d'eux un carrefour de civilisations, et qui condamnent les valeurs occidentales pour exalter une personnalité africaine — toujours la « négritude » — mais allez donc dire : « M. N'Krumah » au lieu de « Docteur N'Krumah » ! On conteste une culture dont on veut porter redingote et veste. J'ai donc jugé de partir non de l'histoire politique envisagée par rapport aux Blancs, mais par rapport au continent lui-même.

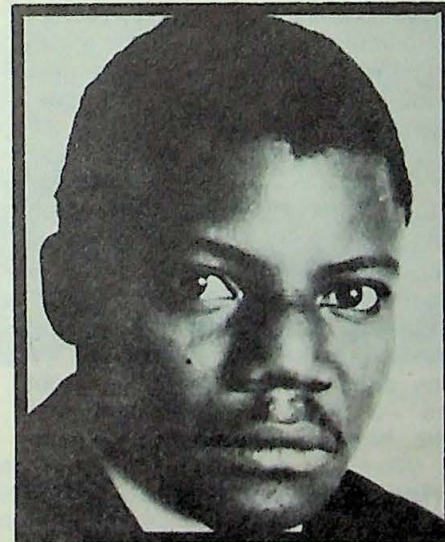
Ici une constatation s'impose : les sociétés africaines restent essentiellement féodales, et dans cette mesure le premier colonialisme est d'origine interne, c'est le colonialisme des notables africains par qui l'homme noir est devenu nègre ou... négrier.

**Q. — Que pensez-vous de l'attitude des Blancs à ce sujet ?**

R. — Certains m'ont dit que je dédouanais l'homme blanc, en parlant d'un colonialisme antérieur. On parle volontiers d'une culpabilité des Blancs car de grandes fortunes européennes se sont bâties sur la traite des nègres. Mais parler de traite, c'est reconnaître que le mal vient du chef noir qui livre ses domestiques au courtier... Je prétends donc que vouloir à tout prix maintenir cette pseudo-culpabilité du Blanc, c'est faire de la négrophilie philistine sans obligation ni sanction, soit du gauchisme de droite.

**Q. — Mais revenons-en au livre : pouvez-vous en préciser le cadre historique ?**

R. — Ce premier colonialisme des notables que j'évoquais tout-à-l'heure, ce féodalisme, ont enraciné le respect des « credos » dans la tradition, puis est venu un second colonialisme, arabe celui-ci. Il a validé le premier, voire il l'a figé en donnant au système social la superstructure théocratique qui lui manquait. En allant plus loin, on découvre que le Coran prévoyant, statuant, légiférant sur le cas des esclaves dans ses versets, c'est par la culture arabe qu'a été intronisé en Afrique le génie de la littéralité : vivre n'est pas penser, mais se conformer à une norme tout entière impliquée dans le Coran. Dès lors plus de critique, plus de dépassement : obéissance et servitude sont le lot des Africains.



Quant au colonialisme blanc, il n'a eu de nouveau que la nuance de couleur moins perceptible dans le cas des Arabes car dans l'Empire du Mali, les Askias étaient une dynastie de Maures mêlés à l'aristocratie noire au pouvoir, d'où métisages. Par ailleurs il y a peu de différences entre les Peuhls et les Maures. En conclusion, le colonialisme blanc n'est qu'un épisode d'une partie engagée depuis des siècles.

**Q. — Le Nakem-Ziuko du livre est-il un empire entièrement imaginaire ? Qui sont vos personnages ?**

R. — Précisément pour toutes les raisons que je viens de développer, je n'ai pas voulu faire de régionalisme ou cultiver un nationalisme patriotique. C'est pourquoi il était essentiel de recréer un univers imaginaire africain, qui a vécu dans un système dont il ne détenait pas la clef, inconnu parce que les Européens ne connaissent de l'Afrique qu'une imagerie lénifiante.

**Q. — Vous êtes-vous documenté ?**

R. — J'ai travaillé deux ans sur des documents arabes, j'ai utilisé les travaux d'égyptologues africains qui ont déchiffré des manuscrits éthiopiens, et surtout j'ai fait appel aux récits des chroniqueurs, des historiens et des griots (troubadours noirs) pour donner à mon travail une authenticité noire. Mais je n'ai pas voulu faire un ouvrage à thèse pour autant. L'imagination a joué sur un arrière-fond de réalisme et d'histoire secrète.

**Q. — Que signifie ce « devoir de violence » par rapport à vous-même, aux personnages principaux ?**

R. — Pour ce qui est de moi, je n'ai exprimé ici aucune foi, aucune conviction religieuse personnelle. Quant à la « violence », elle est toujours en ce monde récupérée. Je pense à Che Guevara, devenu révolutionnaire de drug-store, à Cohn Bendit, play boy de l'anarchie. Je n'ai pas voulu dans le « Devoir de violence » inventer un Black power version africaine francophone, mais capter la violence comme une sorte de force s'exaspérant elle-même dans le cadre d'une dialectique de la ruse et du droit. Or le problème de la violence correspond si l'on veut à celui de l'insertion du chrétien dans l'histoire : le devoir d'amour n'est pas passif et il y a lieu de se demander s'il n'y a pas derrière le devoir de violence une revalorisation de la lutte de la force et du droit, ce qui nous rapproche insensiblement du devoir d'amour incarné dans le livre par l'évêque Henry face au sanguinaire Saïf ainsi symboliquement confrontés. En définitive le devoir de violence serait affilié à un devoir d'amour. Tel est le sens du chapitre final : l'Aurore, où les deux personnages jouent une symbolique partie d'échecs : deux consciences se cherchent à l'aube d'une indépendance qui ne trompe pas. Et le devoir de violence postule la recherche d'un équilibre à partir d'une insatisfaction féconde, un équilibre qui permettrait de jouir d'apports nouveaux, sans être pour autant acculé à la mauvaise foi.

Voilà tout ce qu'il faudrait envisager avant de parler « idéologies » et « révolution » à propos de l'Afrique Noire. □



# Le PCF vu de l'intérieur

Christian Guerche

Le passionnant ouvrage qu'Annie Kriegel vient de consacrer aux Communistes français, devait trouver des milliers et des milliers de lecteurs. Il constitue en effet le plus brillant et le plus vrai des ouvrages qui aient été écrits en France, sur le Parti Communiste Français, dont elle dévoile les ressorts et les mécanismes, du noyau constitué par la direction à la périphérie électorale (1).

C'est qu'à la rigueur de l'historien, sachant cueillir et ordonner de multiples renseignements aux sources les plus diverses et jettant un regard pénétrant sur les multiples aspects de la « société communiste », s'ajoute la sensibilité et la pratique de l'auteur qui a connu la machine de l'intérieur.

Une biographie trop discrète, dans la couverture de l'ouvrage, ne laisse pas deviner que pendant de longues années, Annie Kriegel fut chargée des plus grandes responsabilités, dans la direction du travail des étudiants et des intellectuels communistes. Au travail souvent prodigieux de l'historien, s'ajoute donc le témoignage de l'ancien militant. Le livre abonde en portraits savoureux, en croquis pris sur le vif, et en analyses pénétrantes des rapports qui s'établissent entre les militants communistes aux divers échelons.

D'une certaine manière, Annie Kriegel en reste encore comme fascinée. L'ouvrage y gagne en chaleur et en vivacité. Il y perd parfois. Nous y reviendrons en rigueur politique.

## La périphérie au peuple communiste

Le grand mérite de cet « essai d'ethnographie politique » vient de la volonté d'étudier et d'éclairer les liens qui relient le parti au monde extérieur, tout en sauvegardant des structures internes qui en font une société fermée fortement organisée, et dans laquelle l'appareil joue un rôle fondamental.

Deux phrases de l'auteur permettent d'éclairer son propos :

« Le Parti Communiste Français est au sens strict constitué par la communauté de ses adhérents. Mais il est comme entouré, protégé, préservé des regards, des pressions, des contagions, des débauchages et en même temps nourri, vivifié, aéré, animé, débordé, par plusieurs couronnes intermédiaires, qui le relient décidément au monde des « autres »... ; il est deux couronnes dont l'épaisseur variable, la composition et la nature spécifique permettent une première approche du phénomène communiste : la couronne des électeurs communistes et celle des lecteurs de la presse communiste. C'est par cette double couronne que le corps tout entier communique et s'interpénètre avec d'autres ensembles, constellations ou communautés plus vastes ou d'un autre type, comme par exemple la classe ouvrière, la constellation de la gauche et la communauté nationale.

C'est donc après une étude précise de ces couronnes que Annie Kriegel commence la description du peuple communiste lui-même, dont elle écrit : « Un Parti Communiste, c'est l'enfer de santé : une série de cercles concentriques. Car l'image de la pyramide dont le sommet pointe orgueilleusement vers le ciel est trop formelle pour rendre compte du type de structure qui enserme adhérents, cadres et dirigeants ». La vérité profonde, c'est qu'au sein du peuple multiple des laïcs — des militants, selon la lettre du Parti — se dissimule le noyau dur et homogène des clercs qu'on désigne ici d'un qualificatif modeste : les permanents.

## Un appareil omniprésent

Il est impossible dans les limites de cet article de rendre compte de la masse de renseignements fournis par l'ouvrage, sur les militants communistes, les effectifs, les rouages de l'administration du Parti, les secrets de l'organisation, le poids des gestomanes, ou la manière dont on monte dans la hiérarchie communiste.

C'est bien une société, dans la société qui nous est soigneusement décrite, avec ses rites, ses lois, et ses aspirations. Ses hommes aussi. Des « hommes quelconques » dit Annie Kriegel, et qui se veulent tels. Propos qu'elle nuance de suite lorsqu'elle évoque — avec une pointe de nostalgie — Maurice Thorez et ses ambiguïtés.

On retiendra particulièrement dans cette partie du livre les passages consacrés aux critères de sélection des dirigeants, ainsi qu'au mécanisme des décisions.

Il reste que dans son introduction, Annie Kriegel donnait comme objectif à son étude la recherche des mécanismes par lesquels le phénomène communiste pouvait évoluer en demeurant fidèle à lui-même, « où pouvait commencer l'aventure qui le ferait briser ses amarres avec sa nature originelle ».

La conclusion de l'ouvrage sur ce point est pessimiste : « Il ne suffit plus que le communisme « change ». Il lui faut changer à temps ».

On regrettera que pour parvenir à cette conclusion qu'au demeurant nous partageons, l'auteur ait plus que sommairement jugé l'attitude des différentes forces socialistes lors du mouvement de mai.

La critique implacable de l'appareil stalinien s'estompe. L'objet même de sa réflexion — le Parti Communiste — envahit soudain toute la pensée de l'auteur. C'est du point de vue du P.C.F. lui-même, qu'Annie Kriegel juge le restant des forces engagées, montrant une totale incompréhension et de leurs motivations, et de leurs objectifs.

Domage, car, répétons-le, il s'agit d'un ouvrage majeur. A lire absolument. □

(1) « Les Communistes Français », d'Annie Kriegel. Collection Politique. Editions du Seuil. En vente à la Librairie de T.S.

## Tous tertiaires

Jacques Ferlus

Si vous ne pouvez expliquer à vos enfants, clairement et en quelques mots, le métier que vous faites, vous appartenez sans aucun doute à la catégorie des tertiaires. Et actuellement presque un salarié français sur deux est dans le même cas que vous. La proportion est à peu près la même pour les pays étrangers.

Dans un remarquable petit livre (1) Michel Praderie étudie dans le détail ce problème des tertiaires.

Le phénomène des tertiaires est à la base économique. Le monde moderne, techniquement très développé, n'a plus guère besoin de producteurs nouveaux. Le nombre des agriculteurs diminue de jour en jour, celui des ouvriers de l'industrie manifeste une certaine tendance à la stabilisation. Par contre, ce même progrès technique exige un nombre de plus en plus grand d'hommes et de femmes qui ne fournissent à la société que des « services ». Ils ne produisent pas mais administrent, ou commercialisent ou organisent. La fonction publique devient de plus en plus importante, les secteurs administratifs de l'industrie grossissent de jour en jour, les transports, l'organisation de la santé se développent aussi. La plupart des emplois qui se créent appartiennent au secteur tertiaire.

D'économique qu'il est au départ, ce phénomène devient un fait de civilisation. Ce sont les tertiaires qui accentuent le développement de la consommation, qui sont les principaux usagers des équipements culturels et de loisirs ; ce sont surtout leurs enfants qui grossissent les effectifs de l'Education nationale. Et les enfants des tertiaires, comme ceux des ouvriers et des agriculteurs deviendront tertiaires à leur tour. A la fin du siècle, environ 80 % des actifs appartiendront à cette catégorie. Les métiers se feront rares, ils seront remplacés par des fonctions.

Ce livre est important pour tous ceux, militants politiques ou syndicaux, qui se préoccupent de l'avenir. Il faut savoir qu'aujourd'hui déjà lorsqu'on parle de « lutte ouvrière », un Français sur deux ne se sent pas concerné. Cela explique peut-être que nombre d'entre eux n'ont pas épousé le grand mouvement social du mois de mai. Ils ont entendu un langage qu'ils ne pouvaient pas, ou plus, comprendre.

Les ouvriers qui critiquent souvent « les cols blancs » doivent savoir que ces derniers sont en train de devenir majoritaires. Les chiffres et l'analyse de Michel Praderie en sont la démonstration brutale et irréfutable. □

(1) Michel Praderie « Les Tertiaires », 140 pages, 6 F. Editions du Seuil. Collection Société.

## Daniel Mayer témoigne

Edouard Depreux

Cette histoire écrite par le Secrétaire Général du Parti socialiste clandestin n'intéressera pas seulement ceux auxquels elle permet d'évoquer bien des souvenirs et qui n'ont pu revoir sans une profonde émotion sur la couverture du livre le nom de Suzanne Buisson « héroïne et martyre de la résistance » (1).

Les jeunes, qui se veulent résolument et à bon droit tournés vers l'avenir, y trouveront des documents de première importance. Je pense en particulier à la lettre jusqu'ici inédite écrite par Pierre Brossolette au Général de Gaulle le 2 novembre 1942. Je regrette pour ma part qu'elle n'ait pas été connue plus tôt par le grand public, car elle détruit la légende d'un Brossolette, inconditionnellement rallié au clan gaulliste. Quelle clairvoyance ! « Il entre dans votre système de nier la critique, d'en nier la valeur, d'en nier la réalité même », écrit-il. Et il poursuit : « Votre manière de traiter les hommes et de ne pas leur permettre de traiter les problèmes éventuels éveille en nous une douloureuse préoccupation, je dirai volontiers une véritable anxiété. Il y a des sujets sur lesquels vous ne tolérez aucune contradiction, aucun débat même... Votre ton fait comprendre à vos interlocuteurs qu'à leurs yeux leur dissentiment ne peut provenir que d'une sorte d'infirmité de la pensée ou du patriotisme ».

L'objectivité de Daniel Mayer est totale. Lorsqu'il évoque l'attitude de tel ou tel personnage, il ne tient compte ni de son comportement antérieur, ni de son évolution ultérieure. Ce combattant est en même temps un historien. Combien sont instructifs les récits de discussions au sein du groupe Jean Jaurès à Londres, dont notre amie Marthe Louis Lévy était l'active secrétaire !

Le Général de Gaulle apparaît sous son véritable visage avec sa grandeur et ses incroyables mesquineries. Les dernières lignes du récit sont consacrées au défilé parisien de la résistance victorieuse en août 1944 !

« Un jeune garçon porteur d'un brassard est au cours d'un arrêt appelé par le chef du gouvernement provisoire. On imagine aisément ce qu'il peut ressentir en de telles circonstances. « Je partage, dit Daniel Mayer, toute l'émotion du petit Parisien, plein de gloire ». Il va. Il revient. Je lui demande : « Que t'a-t-il dit ? » Il me répond : « Qu'il ne fallait pas fumer dans le cortège ». Depuis lors, j'ai souvent pensé à ce compagnon d'une marche victorieuse. » On le conçoit facilement.

(1) « Le socialiste dans la Résistance ». Presses Universitaires de France.



# Cinéma et idéologie

Jean-Luc Pouillaude

Cette suite de deux articles a un caractère théorique évident. Ils supposent de la part du lecteur attention et disponibilité. Ils se situent en effet au niveau conceptuel d'une réflexion sur le cinéma dans son rapport avec la société bourgeoise. Mais peu importe la spéculation en elle-même si elle ne débouche pas sur une pratique politique. C'est ce mode d'articulation entre esthétique et politique, voilé par l'idéologie, que nous tenterons ici d'explicitier. (1)

## I. L'idéologie bourgeoise

D'après le « Journal du Show Business », les films qui, dans la première semaine de novembre 68, ont réalisé le plus grand nombre d'entrées sont les suivants : « Le Gendarme se marie », « Barbarella », « La Bande à Bonnot », « Ho ! », « La Chamade », « Béru et ces Dames », « Le Tatoué ». Ceci suffit à montrer le degré de conditionnement auquel est réduit un public qui, paradoxalement, semble ne pas avoir conscience d'être méprisé dans la mesure où l'on exploite sans vergogne son penchant naturel à la facilité, mais qui, en même temps, réclame, plus ou moins inconsciemment, d'être méprisé, tant il est vrai que l'insignifiance rassure et repose. Rossellini a eu ce mot terrible : « Le public a tellement pris l'habitude d'être méprisé que lorsqu'on ne le méprise plus, il est perdu ».

Mais les motifs d'un tel conditionnement ne sont pas seulement psychologiques. Ce serait trop simple. Il est certain que tous les films cités ci-dessus sont, à un degré ou à un autre, des objets de consommation. A ce titre, ils s'insèrent dans un processus économique, à savoir le circuit production - consommation, et sont déterminés par le système capitaliste. Ce conditionnement socio-économique n'est cependant pas direct. Il n'apparaît pas comme transparent et im-

médiatement lisible. Il use pour se manifester du biais de l'idéologie.

## Qu'est-ce que le cinéma ?

A cette question naïve, c'est naïvement qu'il faut répondre. Le cinéma, c'est l'art du reflet. A la densité du réel, il substitue l'irréalité mouvante de ses images. Dans le crépitement visuel de la projection s'instaure une réalité autre, une réalité seconde. Ce qui se joue sur l'écran, c'est à travers un certain enchaînement d'images uniformément rythmées, l'ébauche d'un mode original de transcription (et non pas de traduction) du réel. Nous sommes au niveau des **représentations**. En elle-même la pellicule impressionnée n'est rien : support fixe, elle n'est que le moyen nécessaire de transcription cinématographique qui nous renvoie à la mouvance des images et à l'ambiguïté du monde représenté. Un monde étrange, fascinant, ambigu dans la mesure où il est à la fois opaque et transparent, identique et différent. Substitut du réel (et parfois même travestissement), le cinéma est aussi art d'illusion.

## De l'idéologie

Or, qu'est-ce que l'idéologie. L'idéologie est reflet inversé du réel. Les hommes et leurs rapports, nous dit Marx, y apparaissent la tête placée en bas comme dans une « caméra obscure », c'est-à-dire une chambre noire. Ce phénomène découle de leur processus historique, de même que le ren-



versement des objets sur la rétine découle du processus physique. En fait, ce n'est pas la conscience qui détermine l'histoire mais l'histoire qui détermine la conscience. Le renversement qu'opère Marx est une simple remise en place des êtres et des choses dont les rapports sociaux étaient faussés dans l'inversion.

Le processus de formation de l'idéologie est toujours identique. On part d'une certaine réalité, mais on la fragmente et on la rend partielle pour ensuite l'abstraire et l'idéaliser. Cette réalité est alors réfractée à travers des représentations. On donne comme universels de simples intérêts particuliers, c'est-à-dire ceux des groupes économiquement et intellectuellement dominants. Ainsi, esthétique, littérature, religion, philosophie sont des superstructures qui expriment les intérêts de classe de leur époque. Elles opèrent la tête en bas dans la mesure où elles se rapportent à la conscience subjective et abstraite (celle des intérêts particuliers) et non pas à l'homme concret, en prise aux pratiques historiques. Ignorant leur rapport exact à la pratique qu'elles travestissent et mutilent, les idéologies sont non seulement falsificatrices et trompeuses, elles sont illusoi-

## La notion de « spectacle »

Si l'idéologie est reflet illusoire, représentation inversée du réel, dans la mesure où le cinéma produit une réalité qui est de l'ordre du reflet et de l'illusion, il est lui aussi, en tant que forme esthétique, **idéologique**. Et ce, non pas accidentellement, mais, disons, par essence et dans son fonctionnement même. C'est ainsi que la notion de représentations s'élargit sociologiquement dans celle de **spectacle**.

Que le cinéma soit un spectacle, ceci implique l'existence

tacite d'un contrat entre le spectateur qui paye sa place et le cinéaste (ou le producteur) qui réalise le film, c'est-à-dire qui s'engage à fournir un certain produit. Dans la société de consommation, le contrat est simple : le film doit plaire. Et pour cela, le meilleur moyen est d'aller au-devant des désirs (avoués ou latents) du consommateur qu'il ne faut pas laisser sur sa faim et encore moins troubler, mais satisfaire. Le cadre principal sera celui du scénario qui, dans la traditionnelle heure et demie, assurera le déroulement logique de l'histoire à l'intérieur d'un genre déterminé. La fonction propre du scénario, c'est d'ordonner à travers un récit élémentaire les évolutions de personnages typés (et même stéréotypés) en lesquels le spectateur peut, soit se reconnaître (Gabin, Morgan), soit se projeter pour se dévouer sur le mode comique (De Funès, Bourvil). La mythologie de l'acteur français est tellement dépendante de l'idéologie du spectacle mercantiliste qu'elle y trouve ses sources et ses principes de fonctionnement. L'acteur n'est qu'un prête-nom, le reflet fidèle qui explicite et met au jour les représentations imaginaires des spectateurs. La vie, la vraie vie dans sa pesanteur, n'est plus qu'une vie jouée, mimée au lieu d'être accomplie et vécue dans sa plénitude et ses contradictions. Un univers rassurant s'instaure, reflet déformant d'une réalité falsifiée. Des aspects du réel on ne retient que ceux qui flattent le spectateur et on masque soigneusement les autres.

## Un cinéma répressif

Deux exemples récents : « 2001 Odyssée de l'Espace » cristallise une certaine idéologie futuriste de l'espace, mêlée d'une métaphysique plate et creuse à la Mac Luhan, dont la fonction évidente, à travers l'habileté des trucages et la surenchère des décors plasti-

ques est d'éloigner l'Américain moyen du problème noir et de la guerre du Vietnam, tout en promouvant sa bonne conscience de Croisé de l'Occident chrétien. On se précipite pour voir 2001, alors que le splendide film politique de Kramer, « En marge », a fait salle vide, ou presque.

A un autre niveau, peut-être plus limité mais encore plus hypocrite, prenons l'exemple de « La Grande Lessive » dont la critique (surtout celle de gauche) a encensé les mérites. Dans ce film, l'astuce consiste à développer un procédé sournois de critique de la société (à travers les méfaits de la télévision) sur le mode comique, pour, dans le même temps, récupérer cette critique et la désamorcer en la prenant dans le réseau d'un comique « bien français » et « bon enfant », c'est-à-dire insipide, nul et servile. On ramène ainsi dans le même coup de filet généreux le public traditionnel, amateur de gauloiserie, et les intellectuels sensibles à la satire. La répression est évidente dans la mesure où l'on fait d'un problème social une imagerie falsifiée, un prétexte à un spectacle et non pas à une mise en cause réellement accusatrice et dénonciatrice.

## La récupération de la culture

Vis-à-vis de ce qu'on nomme communément **culture**, le cinéma met en œuvre un double mécanisme de récupération pour s'assimiler et rendre inoffensives les formes culturelles. Prenons un exemple typique : celui de « Romeo et Juliette ». Chacun connaît la pièce et s'en fait une certaine idée. Pour moi, « Romeo et Juliette » est une œuvre torturée, brûlante, un cri de passion éphémère, déchirant et meurtri. Mais aussi une œuvre inscrite dans une certaine réalité historique qui est celle des luttes patriarcales italiennes (Montal-

(1) Marx-Engels « L'idéologie allemande », Editions Sociales.

gu et Capulet). Zeffirelli s'empresse de mettre cette signification socio-historique entre parenthèses et s'installe dans l'éternité de la légende. Dès lors s'instaure un premier mécanisme répressif par **castration** qui nous fait retrouver le type de fonctionnement propre à l'idéologie : rendre éternelles des valeurs ou des situations historiques pour les extraire de l'histoire et les figer dans l'universalité abstraite de la légende. Tout impact social est ainsi perdu, en même temps que le lyrisme forcené et brutal de Shakespeare est réduit à une mièvrerie pseudo-poétique et aux coloris de décors enluminés. S'ajoute, fait plus grave, un second mécanisme récupérateur par inté-

pas vue en elle-même, mais elle est réfractée à travers les représentations de la classe dominante (la bourgeoisie). Godard déclarait récemment à T.S. : « Regardez aux informations de la télé ce que c'est que la vie française. Quand vous voyez le conseil des ministres, vous ne voyez pas les ministres qui parlent, qui discutent, vous voyez des gens qui sortent de voiture et qui serrent des mains ». De même la France au travail est totalement absente des écrans français. La fonction d'un tel cinéma est bien de DISTRAIRE et de DIVERTIR, au sens étymologique de ces mots. Distraction et divertissement, c'est-à-dire détournement des problèmes pratiques et

## Les films présentés

### Les agitateurs The troublemakers

Frutcher et Machever montrent, dans leur film, trois mois de la vie d'un comité d'action dans un ghetto noir : Newark. C'est le type même des films politiques qu'il faut faire aujourd'hui. Les cinéastes sont des militants qui ont vécu un an le combat de ce C.A. Leur film n'est pas une variation esthétique sur l'expérience des autres, il est l'expression claire d'une action et d'une réflexion vécue par un groupe. Ce n'est pas du cinéma de voyeur ou de (faux) témoin. C'est l'image d'une agitation qui doit en susciter d'autres.

### Loin de la ville In the country

Le premier film de Kramer (produit par Frutcher et Machever) à travers une série de dialogues et de monologues tente de faire le point de la situation idéologique et sentimentale d'un couple d'intellectuels de gauche américains. Ce film sur une certaine impuissance politique n'est pas un film impuissant. Au contraire il est prodigieusement neuf : outre qu'il dépeint très justement la situation de l'opposant aux U.S.A., il organise un discours cinématographique révolutionnaire. Il s'agit à travers le simple enregistrement des phénomènes apparents, des reflets et des remous de surface de saisir et de faire saisir la complexité des causes souterraines qui régissent le comportement politique.

### L'authentique procès de Carl-Emmanuel Jung L'été

Marcel Hanoun, le réalisateur de ces deux films est un des cinéastes les plus importants d'aujourd'hui. S'il n'est connu que des seuls cinéphiles c'est que depuis toujours il travaille en marge du système. Il est de ceux qui ont compris depuis longtemps que, si un cinéaste ne veut pas voir le sens de son film détourné par le système économique et politique dominant, il faut travailler en dehors de toute infrastructure établie. Aussi fait-il ses longs métrages avec des moyens matériels et financiers que tous les autres réalisateurs estimeraient insuffisants pour un très petit court-métrage. « L'été » (1) par exemple a été fait avec 3.500 francs, plus les frais de labos. Hanoun est actuellement le seul réalisateur à être aussi le scénariste, l'opérateur et le monteur de ses films : autre garantie contre le détournement de sens.

« L'authentique procès de Carl-Emmanuel Jung » est évidemment un procès imaginaire. C'est une tentative d'atteindre la réalité des crimes nazis et de pénétrer l'âme de ces criminels à travers les seules voies qui restent à ceux qui n'ont pas vécu cette horreur : l'inventaire des pièces d'accusation, des récits de rescapés, des protestations des accusés, etc., et l'imagination qui s'exerce à partir de ces faits bruts. C'est aussi un film sur les limites de cette tentative, sur l'impossibilité d'atteindre vraiment la vérité autrement qu'à travers des relais. Film aux conclusions agnostiques.

« L'été ». C'est celui de la prostration et du grand abattement de tous ceux qui avaient vécu mai autant affectivement que politiquement. C'est-à-dire comme on vit toute chose, dans le mélange de la passion et de la raison. Après l'action et son échec apparent vient le temps de la réflexion et du ressassement. Après la débâche de paroles vient le temps du silence et de l'aphasie. Peu à peu la vie est réacceptée, et le mouvement réappris. Il faut passer au milieu d'une fête pour redésirer la fête, celle qui naît de la révolution en acte. L'ambiguïté de ce film est sa marque la plus révolutionnaire : elle va à l'encontre de toute simpliste réduction de la complexité d'une vraie vie. □

### O Desafio Le défi de Paulo Saraceni (Brésil, 1967)

Une lumière blanche baigne ce film clair jusqu'à la transparence. Cette limpidité n'est cependant pas celle de la certitude mais du désarroi où se trouve plongé un jeune journaliste qui, après un coup d'état de droite, se sent partagé entre l'urgence de l'action révolutionnaire et des attaches sentimentales bourgeoises. « O Desafio » décrit avec vigueur l'acte radical de rupture et de refus du compromis bourgeois. L'échec des sentiments, la solitude de l'engagement ne sont que des étapes vers la voie de la solidarité humaine et de la lutte politique. Ce n'est pas le moindre mérite de ce film douloureux que cet appel rigoureux à l'exigence révolutionnaire : celle de la révolte armée qu'un autre film du cinéma novo-brésilien (« Terre en trances » de Glauber Rocha) annonce dans les convulsions d'un monde bourgeois qui s'effondre.

Sur « Terre en trances » qui sera programmé le dimanche 2 février : voir « T.S. » n° 361, « Poétique de la violence ».

J.-L. P.

(1) Voir le journal de tournage de « L'été » dans le n° 1 de Cinétique, nouvelle revue du nouveau cinéma.



gration qui consiste à intégrer l'œuvre littéraire dans une problématique dite actuelle : les luttes patriennes sont ramenées à des affrontements modernes entre bandes de jeunes. Cette erreur volontaire est un peu discret appel du pied à un public jeune qui viendra compléter le public traditionnel. Il reste un monument vide, une énorme pièce montée enrubannée et fade, si fade...

Il ne s'agit pas du traditionnel problème de la fidélité à l'œuvre littéraire mais de quelque chose de plus profond, de plus délibéré, à savoir l'« aménagement » d'une œuvre rendu inoffensive en fonction des besoins idéologiques de l'époque. Ce double mouvement de castration et d'intégration une fois accompli, le film peut être consommé sans danger. Songeons à ce que sont devenus « Le Balcon » de Genêt et « l'Ulysse » de Joyce chez ce spécialiste de la contrefaçon qu'est Joseph Strick, ou encore « Le Docteur Jivago » de Pasternak, ou même plus récemment « L'Astragale » d'Albertine Sarrazin.

### Distraction et divertissement

Nous vivons en pleine idéologie. La réalité sociale n'est

politiques au bénéfice de l'univers mythique de la représentation, du spectacle et de l'imagerie. Le cinéma de consommation est boulimique. Il pratique une surenchère de la surenchère (violence, gaudriole et sexe) pour garantir à coup sûr (sic) l'évasion et le rêve. A travers l'escalade de l'érotisme, on pervertit l'acuité du regard et du jugement. L'exhibitionnisme du sadisme et de la sexualité n'est qu'un substitut primaire du désir, un exutoire qui traduit la situation d'aliénation où nous plonge la société répressive et qui, finalement, n'aboutit qu'à une frustration encore plus grande. Une société sauvage, profondément mythique, qu'il nous faudrait redécouvrir (de Godard à Rouch) avec le regard neuf de l'ethnologue.

Le cinéma est un produit idéologique, qui fonctionne principalement au niveau de la consommation (cinéma soporifique de la déglutition) ou plus subtilement au niveau de la récupération de la culture. Vision irréelle et falsifiée, la mystification est totale parce qu'aliénante.

Cependant tout le cinéma est-il condamnable ? Cette théorie radicale ne doit-elle pas être repensée en fonction du surgissement d'un jeune cinéma et d'authentiques œuvres esthétiques inscrites dans un dessein politique (de Renoir à Godard) ?

L'important est certainement de briser la notion de spectacle, de créer des œuvres libres même si, par la force contraignante du système, elles doivent rester en marge et parallèles. Alors seulement, le rapport mystifiant de l'idéologie au social devrait pouvoir s'inverser.

(A suivre).

## Semaine de Tribune

La semaine de cinéma politique organisée par « Tribune Socialiste » aura lieu au cinéma national populaire STUDIO 43, rue du Fg-Monmartre (Paris 9<sup>e</sup>) du 29 janvier au 4 février.

### MERCREDI 29 JANVIER

20 h et 22 h : ONE PLUS ONE, de J.-L. Godard, en version originale non sous-titrée.

### JEUDI 30 JANVIER

21 h : L'HOMME N'EST PAS UN OISEAU, de Makavejev (Yougoslavie), suivi d'un débat.

### VENDREDI 31 JANVIER

20 h : L'AUTHENTIQUE PROCES DE CARL-EMMANUEL JUNG, de Marcel Hanoun.

22 h : L'ETE de Marcel Hanoun.

### SAMEDI 1<sup>er</sup> FEVRIER

de 14 à 24 h permanent, en alternance : DU COURAGE POUR CHAQUE JOUR, de Schorn - O DESAFIO (Le Défi), de Saraceni (Brésil).

### DIMANCHE 2 FEVRIER

de 14 à 24 h permanent : TERRES EN TRANSES, de Glauber Rocha (Brésil).

### LUNDI 3 FEVRIER

20 h : IN THE COUNTRY (Loin de la ville), de Robert Kramer (U.S.A.).

22 h : THE TROUBLEMAKERS (Les Agitateurs), de Frutcher et Machever (U.S.A.).

### MARDI 4 FEVRIER

20 h : POUR LA SUITE DU MONDE, de Brault et Perrault (Canada-Québec).

22 h : LE REGNE DU JOUR, de Pierre Perrault (Canada-Québec).

La Semaine de Tribune Socialiste inaugure la nouvelle formule du C.N.P. Il fonctionne désormais en non-commercial du lundi au mercredi. Pour y entrer il faut donc faire partie des Amis du Studio 43. Il faut pour cela acheter soit une carte à 5 F valable 15 jours, soit une carte à 20 F valable un an. L'entrée est gratuite pendant toute la durée de validité de la carte qui est strictement personnelle. Il est recommandé de louer par téléphone. PRO. 63-40.

Le dimanche, système commercial, entrée 4,20 F.

# PANTHEON

13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

**L'Astragale**

# Avec la résistance palestinienne

*La deuxième Conférence de Solidarité avec les Peuples Arabes vient de se tenir au Caire du 25 au 27 janvier. Lors d'un récent voyage à Paris, Khaled NOHIEDINNE, secrétaire général de la conférence, avait insisté pour que le P.S.U. soit présent et le Bureau National m'avait mandaté à cet effet.*

*Dans ce genre de rencontres, la propagande perd rarement ses droits. Il nous a fallu entendre bien des discours fastidieux; les plaidoyers soviétiques sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sonnaient faux et il était évident pour tous que l'ardeur de tout le camp communiste à défendre la résolution de l'O.N.U. et le memorandum soviétique s'appuyait sur des motifs dans lesquels l'intérêt des populations du Moyen-Orient tenait une bien faible place. De même la minutie mise par certaines délégations arabes à aligner les témoignages de la répression, voire des atrocités israéliennes, dans les zones occupées, auxquels il serait tentant d'opposer les sinistres pendaisons de Bagdad, ne débouchait jamais sur une discussion sérieuse visant à déterminer sous quelle forme juifs et arabes de Palestine pourraient vivre ensemble sur une terre qui leur appartient.*

*Le fait important cependant a été l'entrée en scène des Palestiniens eux-mêmes; ils avaient délégué au Caire une dizaine d'entre eux, tous très jeunes, tous modérés dans leur langage comme décidés dans leur résolution. Leur présence dans cette conférence du Caire évoquait les premières apparitions du F.L.N. algérien vers 1955 ou du F.N.L. vietnamien quelques années plus tard. Il est évident qu'aucune solution ne sera possible au Moyen-Orient qui ne passe pas par eux. Les militants du P.S.U. se doivent de connaître leur point de vue. Au cours d'une longue soirée, j'ai discuté avec eux en leur demandant de préciser les raisons et le sens de leur combat. Voici leurs réponses.*

Marc HEURGON.

*Question. — Quel est votre objectif essentiel?*

*Réponse. — Pour El Fath (Mouvement National de Libération Palestinienne), il s'agit avant tout d'assurer le retour dans leur patrie des populations palestiniennes qui en ont été chassées. Ce retour ne peut être soumis à aucune condition et il s'agit pour nous d'un préalable absolu. Nous voulons une fois pour toutes, nous Palestiniens, cesser d'être des objets que l'on déplace ou que l'on échange au gré des intérêts des Israéliens, des états arabes ou des grandes puissances. Nous ne nous considérons comme liés par aucune résolution, fut-elle de l'ONU, rédigée en dehors de nous; nous ne sommes engagés par aucun plan de paix, élaboré par d'autres sur notre dos et sans notre accord. Il n'est pas sérieux d'envisager une discussion sur les structures du futur état palestinien, tant qu'une grande partie de la population qui a le droit de vivre dans cet état s'en trouve écartée par la force.*

*Ceci dit, soyons clairs : il y a une importante population juive en Palestine et elle s'est considérablement accrue depuis vingt ans. Nous reconnaissons qu'elle a le droit d'y vivre et qu'elle fait partie du peuple palestinien. Nous récusons la formule suivant laquelle il faudrait jeter les Juifs à la mer. Si nous nous battons contre un état juif de type racial, qui a chassé les Arabes de leurs terres, ce n'est pas pour lui substituer un état arabe qui à son tour chasserait les Juifs. Ce que nous voulons créer dans les limites historiques de la Palestine, c'est un état démocratique, pluri-racial, si cette expression peut garder un sens dans ce Moyen-Orient où plusieurs millénaires ont brassé et confondu les races; nous voulons créer un État sans aucune hégémonie et dans lequel, chacun, juif, chrétien ou musulman jouira de la totalité des droits civiques. Bien des formules sont à ce sujet imaginables depuis la solution libanaise jusqu'à une formule de type confédéral. Nous sommes prêts à tout envisager avec tous les inter-*

*locuteurs, dès lors que le droit de vivre chez nous nous aura été reconnu.*

*Q. — Comment a été créé le mouvement El Fath?*

*R. — A partir d'un double échec, celui des deux formes prises par la protestation palestinienne depuis 1948, création de l'État d'Israël. Il y a eu d'abord une protestation classique, liée au nationalisme arabe et qui touchait essentiellement les milieux traditionnalistes et conservateurs. Il y avait parallèlement une protestation latente, au sein des masses populaires, notamment dans les camps des réfugiés; mais les armes étaient réservées aux armées conventionnelles des États arabes; il y avait une résistance palestinienne potentielle, mais sans avant-garde, sans direction politique des luttes. Le thème de la libération de la Palestine était alors défendu par les États arabes; on parlait des intérêts jordaniens, syriens, égyptiens; on enveloppait le tout dans un projet romantique, celui de l'union des forces arabes assurant leur revanche sur Israël. Mais d'une part cette union ne se faisait pas, d'autre part le problème était fausement posé : on mettait en relief le heurt des intérêts arabes officiels et des intérêts israéliens, mais jamais on ne tenait compte des droits des Palestiniens. La défaite arabe de juin 67 a fait apparaître que de ce côté-là il n'y avait pas de recours, qu'il fallait s'y prendre autrement et prendre en main nos propres affaires.*

*Q. — Mais El Fath existait dès avant la guerre des Six Jours.*

*R. — Il y avait en effet une première prise de conscience; nous avions constitué une phalange militaire qui s'est battue en Algérie contre le colonialisme français. Nous avons appris énormément des Algériens; eux aussi au début de leur révolution se voyaient contesté le droit de constituer une nation; eux aussi se voyaient opposer les droits acquis de colons venus de l'extérieur et qui avaient mis leur pays en valeur; eux aussi voyaient se dresser contre eux une force mécanisée et puissante; à eux aussi leurs voisins arabes prodiguaient au début conseils de prudence et incitations au compromis. Ce sont les Algériens du F.L.N. qui nous ont donné une expérience pratique, qui nous ont formés au métier de guerillero et à la guerre révolutionnaire.*

*Déjà en 1965 donc nous avions engagé des actions militaires contre le détournement des eaux du Jourdain; nous avions constitué les premiers éléments de notre organisation militaire « Al Assifah » (la tempête), mais nous étions prudents afin de ne pas risquer des actions aventuristes. Aussi le jour important pour nous, c'est celui du 22 mars 1968, qui correspond à ce que nous appelons la bataille de Karamé. Cela n'a certainement pas été une grande vic-*

*toire, mais nous avons forcé 15.000 Israéliens à attaquer une des bases d'El Fath avec un armement perfectionné; alors que jusqu'ici toutes les offensives israéliennes avaient atteint leur but en une heure ou deux, suivant la tactique du « blitz », nous avons tenu toute la nuit; nous avons attaqué l'ennemi jusque chez lui. L'effet moral a été énorme pour nous; c'était un peu comme pour les patriotes espagnols en lutte contre Napoléon en 1808; nous venions de donner la preuve que l'armée israélienne n'était pas invincible. Du même coup, nous forçons les États arabes à tenir compte de nous; ils ne pouvaient plus nous dire par exemple que là où il n'y a pas de forêt, on ne peut développer la guerrilla; nous leur apprenions comment il faut s'y prendre pour mettre des chars hors d'état de nuire; nous mettions en même temps à l'épreuve la tactique adaptée à notre pays : songez par exemple que le F.L.N. algérien quand il commettait un attentat, savait pouvoir compter sur environ une heure de temps avant la réplique française; chez nous le délai de réplique est réduit à 10 ou 15 minutes; vous voyez les conditions de mobilité que l'adversaire nous impose. Il nous reste encore beaucoup à apprendre sur le plan technique, mais nous progressons et ce n'est qu'un début. Nous savons maintenant que nous tiendrons des mois et des années s'il le faut.*

*Q. — Mais cette lutte vous pose toute une série de problèmes politiques.*

*R. — Bien sûr et tout est loin d'être clair encore. D'abord, nous avons un problème d'agrandissement, de digestion. Depuis quelques mois tout le monde veut être Fath et la répression israélienne ne fait que grossir nos rangs. Nous avons lancé le mot d'ordre : « partout où il y a un Palestinien, là il y a un Fath », mais cela nous pose de gros problèmes d'encadrement. — Ensuite, il y a le problème de l'unification de la résistance palestinienne et nous pouvons affirmer dès maintenant représenter l'essentiel de celle-ci, sans vouloir d'ailleurs devenir une organisation monolithique et en acceptant que la discussion se poursuive à tout moment sur le plan de la tactique ou des choix politiques. Ensuite, il y a le problème de nos relations extérieures, principalement avec les pays ou les forces qui nous soutiennent. Par exemple, c'est la première fois que nous participons à une conférence internationale. Nous ne voulons nullement nous faire passer pour des extrémistes, hostiles à toute formule de paix; nous disons simplement que toute formule de paix passe par la reconnaissance du droit des Palestiniens de vivre dans leur patrie; on ne nous a pas laissé le choix des moyens pour faire reconnaître ce droit; c'est pourquoi nous nous battons et c'est pourquoi nous nous battons aussi longtemps qu'il le faudra. La lutte armée est en effet devenue le seul moyen de faire valoir nos droits. □*